

AKTSTYKKER,

vedkommende

den dansk-tydske Strid.

III.

Aktstykker vedkommende Fredslutningen i Wien,
Gasteineroverenskomsten og Pragerfreden.

A.

	Side
1. Bluhme til Bismarck-Schönhausen (Rechberg), 12 Juli 1864	621.
2. Bismarck-Schönhausen til Bluhme, 15 Juli 1864	622.
3. Rechberg til Bluhme, 16 Juli 1864	623.
4. Vaabenstilstand, 18 Juli 1864	624.
5. Fredspræliminærier, 1 August 1864	625.

B.

1. Fredslutning, 30 October 1864	629.
2. Protokol, 1 April 1865	645.
3. Udskrift af Grændsreguleringscommissionens Protokol	647.
4. Den internationale Finanscommissions Slutningsprotokol	681.

C.

1. Gasteineroverenskomsten	696.
2. Prægerfreden	701.

A.

Vaabenstilstand og Fredspræliminærier.

1.

Blueme til Bismark-Schönhausen (Rechberg).

Copenhague, le 12 Juillet 1864.

Le soussigné, Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères de Danemark, a l'honneur, d'après l'ordre du Roi son maître, d'adresser à S. E. Mr. de Bismarck (le Comte de Rechberg) la communication suivante.

S. M. le Roi ayant résolu de chercher les voies et moyens propres à aplanir les différends actuels, et s'étant en même temps entouré de nouveaux conseillers, charge le soussigné de faire sans délai, auprès des Gouvernements de Sa Majesté le Roi de Prusse et de S. M. l'Empereur d'Autriche, les démarches nécessaires pour arriver à ce but.

En remplissant ce devoir, le soussigné a la conviction que le Roi son maître n'aura pas en vain mis toute sa confiance dans les sentiments élevés et dans la justice de sa Majesté le Roi de Prusse (Sa Majesté l'Empereur d'Autriche), et en conséquence, il croit pouvoir se borner à demander la bienveillante intervention de S. E. Mr. de Bismarck-Schönhausen (le Comte de Rechberg), pour qu'on prépare les voies à la conclusion d'un armistice et aux préliminaires des négociations de paix, en faisant des deux côtés cesser immédiatement les hostilités sur terre et sur mer.

En ajoutant qu'il a adressé une note identique au Cabinet Autrichien (Cabinet Prussien), et qu'il espère que l'acceptation de sa proposition ne rencontrera pas de difficultés, le soussigné se flatte de recevoir une prompt réponse, et profite de

cette occasion pour donner à S. E. Mr. de Bismarck-Schönhausen (le Comte de Rechberg) l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Bluhme.

2.

Bismarck-Schönhausen til Bluhme.

Berlin, le 15 Juillet 1864.

Le soussigné, Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères de Prusse, a eu l'honneur de recevoir la note en date du 12 ct., par laquelle S. E. le Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères de Danemark, Mr. Bluhme, le prévient de la résolution prise par Sa Majesté le Roi de Danemark de chercher les voies et moyens propres à applanir les différends actuels. Le soussigné n'a pas manqué de porter sans délai cette communication à la connaissance de S. M. le Roi, son auguste Souverain, et Sa Majesté, dans son désir sincère de voir la paix se rétablir, et d'accord avec son haut allié l'Empereur d'Autriche, a daigné l'autoriser à déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté recevra avec empressement les communications que le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark a l'intention de lui faire à ce sujet. Pour faciliter l'ouverture de ces négociations, et répondre au vœu exprimé dans la note en question, S. M. le Roi a en même temps ordonné la suspension des hostilités sur terre et sur mer jusqu'au 31 ct., et prescrit au commandant des armées alliées de se mettre en rapport avec le général en chef de l'armée Danoise, et de s'entendre avec lui à ce sujet. On doit supposer qu'un ordre semblable a été donné à ce dernier. Le soussigné profite de cette occasion pour exprimer à S. E. Mr. Bluhme l'assurance de sa considération la plus distinguée.

de Bismarck.

3.

Rechberg til Bluhme.

Vienne, le 16 Juillet 1864.

Le soussigné, Ministre de la maison impériale et des affaires étrangères, a l'honneur d'accuser réception à S. E. le Président du Conseil et Ministre des affaires étrangères de Danemark, Mr. Bluhme, de sa note du 12 ct., et s'empresse, d'accord avec Sa Majesté l'Empereur, son auguste Maître, d'y faire la réponse suivante. Le Cabinet Impérial est animé d'un désir non moins sincère que le Cabinet Danois de terminer les tristes démêlés qui divisent les deux nations, et, pour répondre au vœu émis à ce sujet par S. E., il a immédiatement donné l'ordre, après s'être entendu avec son allié le Gouvernement Prussien, que les hostilités fussent suspendues sur terre et sur mer jusqu'au 31 de ce mois, dans la supposition que le blocus sera levé en même temps. Le Gouvernement Impérial se prêtera volontiers à la conclusion d'un armistice et à l'ouverture de négociations directes pour le rétablissement de la paix, mais il ne le fera qu'à la condition expresse que le Roi Chrétien IX renoncera en faveur des Puissances alliées à tous les droits que Sa Majesté a possédés ou fait valoir sur les pays situés au sud du Kongeaa, et que le Danemark reconnaîtra les dispositions définitives que les deux Puissances alliées prendront relativement aux trois Duchés du Slesvig, de Holstein et de Lauenbourg, ainsi qu'aux enclaves du Jutland dans le Slesvig. Si le Gouvernement Danois est disposé à ouvrir des négociations pour la paix sur la base qui précède, le soussigné invite S. E. le Président du Conseil à envoyer sans délai dans ce but un Plénipotentiaire à Vienne. Le soussigné saisit avec plaisir cette occasion pour exprimer à S. E. le Président du Conseil, Mr. Bluhme, l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Rechberg.

4.

Vaabenstilstandsaf tale.

Christiansfeld, den 18 Juli 1864. 3 Uhr früh.

§ 1. Alle Feindseligkeiten zwischen der alliirten königlich preussischen und kaiserlich königlich österreichischen Armee und Flotte einerseits und der königlich dänischen Armee und Flotte andererseits hören zu Lande und zu Wasser mit Inbegriff der Blokaden auf am 20. d. M. Mittags 12 Uhr. Sollte die betreffende Ordre bis zu dem genannten Zeitpunkte an entferntere Abtheilungen der Armeen oder Flotten, resp. an einzelne Schiffe nicht gelangen können, so verpflichten sich beide Theile, alle nach 12 Uhr Mittags des 20. d. M. gemachten Gebietsbesetzungen resp. Wegnahmen wieder rückgängig zu machen.

§ 2. Die Waffenruhe läuft ohne vorherige Aufkündigung ab am 31. d. M. 12 Uhr Abends.

§ 3. Beide Armeen und Flotten verbleiben im Besitz der militärischen Positionen, welche sie am 20. d. Mittags 12 Uhr inne haben. Die Demarcationslinie während der Waffenruhe läuft auf Kanonenschussweite von den occupirten Küsten und Inseln entlang; wo Meeresarme von geringerer Breite beide Armeen trennen, bleiben diese Gewässer für Kriegsfahrzeuge, zum Kriegszweck bestimmte Fahrzeuge und für Fahrzeuge mit Truppen verschlossen. Jeder Verkehr zwischen den beiderseits besetzten Gebietstheilen bleibt unterbrochen.

Zur Bekräftigung dieser Uebereinkunft ist dieselbe von den beiden Bevollmächtigten unterschrieben und untersiegelt worden.

von Stiehle. Kauffmann.

5.

Fredspræliminariær.

Vienne, le 1 Août 1864.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, du Danemark et de la Prusse s'étant réunis aujourd'hui en conférence à l'hôtel du Ministère des affaires étrangères, après avoir produit leurs pleins-pouvoirs respectifs qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Préliminaires de paix suivants :

I.

Sa Majesté le Roi de Danemark renonce à tous ses droits sur les Duchés de Slesvig, Holstein et Lauenbourg en faveur de Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche en S'engageant à reconnaître les dispositions que Leurs dites Majestés prendront à l'égard de ces Duchés.

II.

La cession du Duché de Slesvig comprend toutes les îles appartenant à ce Duché aussi bien que le territoire situé sur la terre ferme.

Pour simplifier la délimitation et pour faire cesser les inconvénients qui résultent de la situation des territoires Jutlandais enclavés dans le territoire du Slesvig, Sa Majesté le Roi de Danemark cède à Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche les possessions Jutlandaises situées au Sud de la ligne de frontière méridionale du district de Ribe indiquée sur les cartes géographiques, telle que le territoire Jutlandais de Mögeltondern, l'île d'Amrom, les parties Jutlandaises des îles de Foehr, Sylt et Roemoe &c.

Par contre, Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche consentent à ce qu'une portion équivalente du Slesvig et comprenant outre l'île d'Arroe des territoires servant à former la contiguïté du district susmentionné de Ribe avec le reste du Jutland et à corriger la ligne de frontière entre le Jutland et le Slesvig du côté de Kolding, soit détachée du Duché de Slesvig et incorporée dans le Royaume

de Danemark. L'île d'Arroe n'entrera dans la compensation qu'en raison de son étendue géographique.

Le détail de la délimitation des frontières sera réglé par le traité de paix définitif.

III.

Les dettes contractées pour le compte spécial soit du Royaume de Danemark, soit d'un des Duchés de Slesvig, Holstein et Lauenbourg resteront respectivement à la charge de chacun de ces pays.

Les dettes contractées pour le compte de la Monarchie Danoise seront réparties entre le Royaume de Danemark d'une part et les Duchés cédés de l'autre part, d'après la proportion respective de la population des deux parties.

De cette répartition seront exceptés :

1) L'emprunt contracté en Angleterre par le Gouvernement Danois au mois de Décembre 1863 et qui restera à la charge du Royaume de Danemark.

2) Les frais de guerre encourus par les Puissances alliées dont les Duchés assumeront le remboursement.

IV.

Les hautes Parties contractantes s'engagent à établir un armistice sur la base de l'Uti-possidetis militaire à dater du 2 Août dont les conditions se trouvent spécifiées dans le protocole ci-annexé.

V.

Aussitôt après la signature de ces préliminaires de paix les hautes Parties contractantes se réuniront à Vienne pour négocier un traité de paix définitif.

Fait à Vienne, le 1 Août 1864.

(L. S.) Rechberg. Brenner. Quaade. Kauffmann.
Bismarck. Werther.

Annexe.

Protocole concernant les conditions de l'armistice.

En exécution de l'article IV des Préliminaires de paix signés aujourd'hui entre S. M. le Roi de Danemark d'une part et Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche de l'autre, les soussignés Plénipotentiaires réunis en conférence sont convenus des dispositions suivantes.

1.

A dater du 2 Août prochain il y aura une suspension complète d'hostilités par terre et par mer laquelle durera jusqu'à la conclusion de la paix. Pour le cas que, contre toute attente, la négociation de paix n'aboutirait pas jusqu'au 15 Septembre prochain, les hautes Parties contractantes auront, à partir de ce terme, la faculté de dénoncer l'armistice avec un délai de six semaines.

2.

S. M. le Roi de Danemark s'engage à faire lever définitivement les blocus à dater du 2 Août.

3.

Leurs Majestés le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche tout en maintenant l'occupation du Jutland dans les conditions actuelles de l'Uti-possidetis, se déclarent prêts à ne conserver dans ce pays que le nombre de troupes que d'après les considérations purement militaires Leurs dites Majestés jugeront nécessaire.

4.

La perception des contributions pour autant qu'elle n'a pas encore été effectuée, est suspendue. Les marchandises ou autres objets qui ont été saisis à titre de ces contributions de guerre et qui n'auront pas été vendus avant le 3 Août, seront relâchés. De nouvelles levées de contributions ne seront pas ordonnées.

5.

L'approvisionnement des troupes alliées aura lieu aux dépens du Jutland conformément aux réglemens d'approvision-

nement Prussien et Autrichien en vigueur pour chacune des deux armées alliées sur pied de guerre. Le logement des troupes et des employés à la suite de l'armée ainsi que les moyens de transport à l'usage de l'armée seront également fournis aux dépens du Jutland.

6.

L'excédant des revenus ordinaires du Jutland, qui se trouvera dans les caisses publiques de ce pays après que les différentes fournitures et prestations précitées auront été payées par ces mêmes caisses aux communes chargées de donner suite aux réquisitions militaires, et après que les dépenses nécessaires à la marche de l'administration auront été défrayées également par les dites caisses, sera restitué, soit en espèces, soit en liquidation, au Gouvernement Danois au moment de l'évacuation du Jutland.

7.

La paye des troupes alliées, la paye extraordinaire de guerre (Kriegszulage) y comprise, est exclue des dépenses mises à la charge du Jutland.

8.

Les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté contre l'assurance que les prisonniers de guerre ne serviront plus dans l'armée Danoise avant la conclusion de la paix. La remise en liberté des prisonniers aura lieu le plus tôt possible dans les ports de Swinemunde et Lubeck.

9.

Les soldats Danois, licenciés pour se rendre en Jutland pendant l'armistice, pourront sans obstacles quelconques retourner à l'armée Danoise pour le cas de la reprise des hostilités, dès qu'ils auraient été rappelés sous les drapeaux.

Fait à Vienne, le 1 Août 1864.

(L. S.) Rechberg. Brenner. Quaade. Kauffmann.
Bismarck. Werther.

B.**1.***Fredslutning af 30 October 1864.*

Au nom de la très-Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Danemarck, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi de Prusse ont résolu de convertir les Préliminaires signés le 1 Août dernier en Traité de paix définitif.

A cet effet Leurs Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemarck, le Sieur George Joachim de Quaade, Commandeur de l'ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de première Classe et de celui de la Couronne de Fer de seconde Classe etc., Chambellan et Ministre sans portefeuille etc. etc., et le Sieur Hendric Auguste Théodor de Kauffmann, Commandeur de l'Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre etc. etc., Chambellan et Colonel d'État major etc. etc.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le Sieur Jean Bernard Comte de Rechberg Rothenlöwen, Chevalier de la Toison d'Or, Grand' Croix de l'Ordre de Saint-Étienne de Hongrie, Chevalier de la Couronne de Fer de première Classe, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle noir en brillans etc., Chambellan et Conseiller intime actuel etc. etc., et le Sieur Adolphe Marie Baron de Brenner-Felsach, Commandeur de l'Ordre Impérial de Léopold et de celui du Danebrog etc., Chambellan actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire etc. etc.

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Charles Baron de Werther, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de première Classe, Grand' Croix de l'Ordre Impérial de Léopold et de celui du Danebrog etc. etc., Chambellan et Conseiller intime actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour d'Autriche etc. etc., et le Sieur Armand Louis de Balan, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de seconde Classe avec la plaque et les feuilles de chêne, Commandeur de l'Ordre de la Maison de Hohenzollern, de l'Ordre Impérial de Léopold et de celui du Danebrog etc., Conseiller intime actuel, Membre du Conseil d'État, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire etc. etc. etc.,
 lesquels se sont réunis en conférence à Vienne, et après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Article I.

Il y aura à l'avenir paix et amitié entre Sa Majesté le Roi de Danemarck et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse ainsi qu'entre Leurs héritiers et successeurs, Leurs États et sujets respectifs à perpétuité.

Article II.

Tous les traités et conventions conclus avant la guerre entre les Hautes Parties contractantes sont rétablis dans leur vigueur en tant qu'ils ne se trouvent pas abrogés ou modifiés par la teneur du présent Traité.

Article III.

Sa Majesté le Roi de Danemarck renonce à tous Ses droits sur les Duchés de Slesvic, Holstein et Lauenbourg en faveur de Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, en S'engageant à reconnaître les dispositions que Leurs dites Majestés prendront à l'égard de ces Duchés.

Article IV.

La cession du Duché de Slesvic comprend toutes les îles

appartenant à ce Duché aussi bien que le territoire situé sur la terre ferme.

Pour simplifier la délimitation et pour faire cesser les inconvéniens qui résultent de la situation des territoires jutlandais enclavés dans le territoire du Slesvic, Sa Majesté le Roi de Danemarck cède à Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse les possessions jutlandaises situées au Sud de la ligne de frontière méridionale du district de Ribe, telles que le territoire jutlandais de Moegeltondern, l'île d'Amrom, les parties jutlandaises des îles de Foehr, Sylt et Roemoe etc.

Par contre, Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse consentent à ce qu'une portion équivalente du Slesvic et comprenant, outre l'île d'Aeroe, des territoires servant à former la contiguïté du district susmentionné de Ribe avec le reste du Jutland, et à corriger la ligne de frontière entre le Jutland et le Slesvic du côté de Kolding, soit détachée du Duché de Slesvic et incorporée dans le Royaume de Danemarck.

Article V.

La nouvelle frontière entre le Royaume de Danemark et le Duché de Slesvic partira du milieu de l'embouchure de la baie de Heilsmindé sur le petit Belt, et après avoir traversé cette baie, suivra la frontière méridionale actuelle des paroisses de Heils, Veistrup et Taps, cette dernière jusqu'au cours d'eau qui se trouve au Sud de Geilbjerg et Brånore, elle suivra ensuite ce cours d'eau à partir de son embouchure dans la Fovs-Aa, le long de la frontière méridionale des paroisses d'Ödis et Vandrup et de la frontière occidentale de cette dernière jusqu'à la Konge-Aa (Königs-Au) au Nord de Holte. De ce point le Thalweg de la Konge-Aa (Königs-Au) formera la frontière jusqu'à la limite orientale de la paroisse de Hjortlund. A partir de ce point le tracé suivra cette même limite et son prolongement jusqu'à l'angle saillant au Nord du village d'Obekjär, et ensuite la frontière orientale de ce village jusqu'à la Gjels-Aa. De là la limite orientale de la paroisse

de Seem et les limites méridionales des paroisses de Seem, Ribe et Vester-Vedsted formeront la nouvelle frontière qui, dans la mer du Nord, passera à distance égale entre les îles de Manoe et Roemoe.

Par suite de cette nouvelle délimitation sont déclarés éteints, de part et d'autre, tous les titres et droits mixtes, tant au séculier qu'au spirituel qui ont existé jusqu'ici dans les enclaves, dans les îles et dans les paroisses mixtes. En conséquence le nouveau pouvoir souverain, dans chacun des territoires séparés par la nouvelle frontière, jouira à cet égard de la plénitude de ses droits.

Article VI.

Une Commission internationale composée de Représentans des Hautes Parties contractantes sera chargée, immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, d'opérer sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière conformément aux stipulations du précédent article.

Cette Commission aura aussi à répartir entre le Royaume de Danemarck et le Duché de Slesvic les frais de construction de la nouvelle chaussée de Ribe à Tondern proportionnellement à l'étendue du territoire respectif qu'elle parcourt.

Enfin la même Commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui jusqu'ici ont appartenu en commun à des districts ou des communes séparés par la nouvelle frontière.

Article VII.

Les dispositions des articles XX, XXI et XXII, du Traité conclu entre l'Autriche et la Russie le 3 Mai 1815*) qui fait

*) Disse Artikler ere saalydende:

Art 1.

Les propriétaires, dont les possessions sont coupées par la frontière, seront traités, relativement à ces possessions, d'après les principes les plus libéraux.

partie intégrante de l'acte général du congrès de Vienne, dispositions relatives aux propriétaires mixtes, aux droits qu'ils exerceront et aux rapports de voisinage, dans les propriétés coupées par les frontières, seront appliquées aux propriétaires, ainsi qu'aux propriétés qui, en Slesvic et en Jutland, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne.

Article VIII.

Pour atteindre une répartition équitable de la dette publique de la Monarchie Danoise en proportion des populations

Ces propriétaires mixtes, leurs domestiques et les habitans auront le droit de passer et repasser avec leurs instrumens aratoires, leurs bestiaux, leurs outils etc. etc. d'une partie de la possession, ainsi coupée par la frontière, dans l'autre, sans égard à la différence de souveraineté; de transporter de même, d'un endroit à l'autre, leurs moissons, toutes les productions du sol, leurs bestiaux et tous les produits de leur fabrication, sans avoir besoin de passeports, sans empêchement, sans redevance et sans payer de droit quelconque.

Cette faveur est restreinte toutefois aux productions naturelles ou industrielles dans le territoire ainsi coupé par la ligne de démarcation. De même elle ne s'étend qu'aux terres appartenantes au même propriétaire dans l'espace déterminé d'un mille, de quinze au degré, de part et d'autre, et qui auraient été coupées par la ligne de frontière.

Art. XXI.

Les sujets de l'une et de l'autre des deux Puissances, notamment les conducteurs de troupeaux et pâtres, continueront à jouir des droits, immunités et privilèges dont ils jouissaient par le passé.

Il ne sera également mis aucun obstacle à la pratique journalière de la frontière entre les limitrophes, en allemand: Gränz-Verkehr.

Art. XXII.

La juridiction du domicile sera aussi celle qui décidera entre particuliers des questions provenant du chef de ces territoires. Mais c'est le forum du territoire, dans lequel est située la propriété en litige, qui fera exécuter la sentence. Cette disposition sera en vigueur pendant l'espace de six ans, au bout desquels les deux hautes Cours se réservent de convenir, s'il y a lieu, d'une autre règle.

respectives du Royaume et des Duchés, et pour obvier en même tems aux difficultés insurmontables que présenterait une liquidation détaillée des droits et prétentions réciproques, les Hautes Parties contractantes ont fixé la quotepart de la dette publique de la Monarchie Danoise qui sera mise à la charge des Duchés, à la somme ronde de vingt-neuf millions de Thalers (monnaie Danoise).

Article IX.

La partie de la dette publique de la Monarchie Danoise qui, conformément à l'article précédent, tombera à la charge des Duchés, sera acquittée, sous la garantie de Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, comme dette des trois Duchés susmentionnés envers le Royaume de Danemarck, dans le terme d'une année, ou plus tôt si faire se pourra, à partir de l'organisation définitive des Duchés.

Pour l'acquittement de cette dette, les Duchés pourront se servir, au total ou en partie, de l'une ou de l'autre des manières suivantes :

1^o. paiement en argent comptant (75 Thalers de Prusse = 100 Thalers monnaie Danoise);

2^o. remise au trésor Danois d'obligations non remboursables portant intérêt de 4 p. c. et appartenant à la dette intérieure de la Monarchie Danoise;

3^o. remise au trésor Danois de nouvelles obligations d'Etat à émettre par les Duchés, dont la valeur sera énoncée en Thalers de Prusse (au taux de 30 la livre) ou en Marks de banque de Hambourg, et qui seront liquidées moyennant une annuité semestrielle de 3 p. c. du montant primitif de la dette, dont 2 p. c. représenteront l'intérêt de la dette dû à chaque terme, tandis que le reste sera payé à titre d'amortissement.

Le paiement susmentionné de l'annuité semestrielle de 3 p. c. se fera tant par les caisses publiques des Duchés que par des maisons de banque à Berlin et à Hambourg.

Les obligations mentionnées sous 2 et 3 seront reçues par le trésor Danois à leur taux nominal.

Article X.

Jusqu'à l'époque où les Duchés se seront définitivement chargés de la somme qu'ils auront à verser conformément à l'article VIII du présent Traité au lieu de leur quote-part de la dette commune de la Monarchie Danoise, ils payeront par semestre 2 pour cent de la dite somme, c'est-à-dire 580,000 Thalers (monnaie Danoise). Ce payement sera effectué de manière que les intérêts et les à-compte de la dette Danoise qui ont été assignés jusqu'ici sur les caisses publiques des Duchés, seront aussi dorénavant acquittés par ces mêmes caisses. Ces payemens seront liquidés chaque semestre, et pour le cas où ils n'atteindraient pas la somme susmentionnée, les Duchés auront à rembourser le restant aux finances Danoises en argent comptant; au cas contraire il leur sera remboursé l'excédant de même en argent comptant.

La liquidation se fera entre le Danemarck et les autorités chargées de l'administration supérieure des Duchés d'après le mode stipulé dans le présent article, ou tous les trimestres, en tant que de part et d'autre cela serait jugé nécessaire. La première liquidation aura spécialement pour objet tous les intérêts et à-compte de la dette commune de la Monarchie Danoise payés après le 23 Décembre 1863*).

Article XI.

Les sommes représentant l'équivalent dit de Holstein-Ploen, le restant de l'indemnité pour les ci-devant possessions du Duc d'Augustenbourg, y compris la dette de priorité dont elles sont grevées, et les obligations domaniales du Slesvic et du Holstein, seront mises exclusivement à la charge des Duchés.

Article XII.

Les Gouvernements d'Autriche et de Prusse se feront rembourser par les Duchés les frais de la guerre.

*) Denne Artikels Fuldbgyrdelse begyndte først den 1ste Juni 1866, da der betaltes B \mathcal{K} 840,000. Den 14de Juli 1866 betaltes B \mathcal{K} 1,730,008, 31te Jan. 1867 Pr. Thal. 343,080.

Article XIII.

Sa Majesté le Roi de Danemarck S'engage à rendre immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, avec leurs cargaisons, tous les navires de commerce Autrichiens, Prussiens et Allemands amenés pendant la guerre; ainsi que les cargaisons appartenant à des sujets Autrichiens, Prussiens et Allemands saisies sur des bâtimens neutres; enfin tous les bâtimens saisis par le Danemarck pour un motif militaire dans les Duchés cédés.

Les objets précités seront rendus dans l'état où ils se trouvent, bona fide, à l'époque de leur restitution.

Pour le cas que les objets à rendre n'existassent plus, on en restituera la valeur et s'ils ont subi depuis leur saisie une diminution notable de valeur, les propriétaires en seront dédommagés en proportion. De même il est reconnu comme obligatoire d'indemniser les fréteurs et l'équipage des navires et les propriétaires des cargaisons de toutes les dépenses et pertes directes qui seront prouvées avoir été causées par la saisie des bâtimens, telles que droits de port ou de rade (Liegegelder), frais de justice et frais encourus pour l'entretien ou le renvoi à domicile des navires et des équipages.

Quant aux bâtimens qui ne peuvent pas être rendus en nature, on prendra pour base des indemnités à accorder la valeur que ces bâtimens avaient à l'époque de leur saisie. En ce qui concerne les cargaisons avariées ou qui n'existent plus, on en fixera l'indemnité d'après la valeur qu'elles auraient eue au lieu de leur destination à l'époque où le bâtiment y serait arrivé d'après un calcul de probabilité.

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse feront également restituer les navires de commerce pris par Leurs troupes ou Leurs bâtimens de guerre, ainsi que les cargaisons, en tant que celles-ci appartenaient à des particuliers.

Si la restitution ne peut pas se faire en nature, l'indemnité sera fixée d'après les principes susindiqués.

Leurs dites Majestés S'engagent en même tems à faire entrer en ligne de compte le montant des contributions de guerre prélevées en argent comptant par leurs troupes dans le Jutland. Cette somme sera déduite des indemnités à payer par le Danemarck d'après les principes établis par le présent article.

Leurs Majestés le Roi de Danemarck, l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse nommeront une Commission spéciale qui aura à fixer le montant des indemnités respectives et qui se réunira à Copenhague au plus tard six semaines après l'échange des ratifications du présent Traité.

Cette Commission s'efforcera d'accomplir sa tâche dans l'espace de trois mois. Si, après ce terme, elle n'a pu se mettre d'accord sur toutes les réclamations qui lui auront été présentées, celles qui n'auront pas encore été réglées seront soumises à une décision arbitrale. A cet effet Sa Majesté le Roi de Danemarck et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse S'entendront sur le choix d'un arbitre*).

Les indemnités seront payées au plus tard quatre semaines après avoir été définitivement fixées.

Article XIV.

Le Gouvernement Danois restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets des Duchés, par les communes, établissemens publics et corporations dans les caisses publiques Danoises à titre de cautionnement, dépôt ou consignations.

En outre seront remis aux Duchés :

1. Le dépôt affecté à l'amortissement des bons du trésor (Kassenscheine) holsteinois ;
2. Le fonds destiné à la construction de prisons ;
3. Les fonds des assurances contre incendie ;

*) I Commissionens Slutningsmøde d. 27 Juni 1865 vedtoges som endelig Opgjørelse af de fra begge Sider i Henhold til Art. XIII fremsatte Erstatningskrav, at Danmark skulde betale 134,834 Rd. 12 β, Preussen-Østerrig 52,659 Rd. 32 β (hvoraf 17,245 Rd. 83 β for de i rede Penge eller Værdipapirer oppebaarne Krigscontributioner).

4. La Caisse des dépôts;

5. Les capitaux provenant de legs appartenant à des communes ou des institutions publiques dans les Duchés;

6. Les fonds de Caisse (Kassenbehalte) provenant de recettes spéciales des Duchés, et qui se trouvaient bona fide dans leurs Caisses publiques à l'époque de l'exécution fédérale et de l'occupation de ces pays.

Une Commission internationale sera chargée de liquider le montant des sommes susmentionnés en déduisant les dépenses inhérentes à l'administration spéciale des Duchés*).

La collection d'antiquités de Flensbourg qui se rattachait à l'histoire du Slesvic, mais qui a été en grande partie dispersée lors des derniers événemens, y sera de nouveau réunie avec le concours du Gouvernement Danois.

De même les sujets Danois, communes, établissemens publics et corporations qui auront versé des sommes à titre de cautionnemens, dépôts ou consignations dans les caisses publiques des Duchés, seront exactement remboursés par le nouveau Gouvernement.

Article XV.

Les pensions portées sur les budgets spéciaux soit du Royaume de Danemarck, soit des Duchés, continueront d'être payées par les pays respectifs. Les titulaires pourront librement choisir leur domicile soit dans le Royaume, soit dans les Duchés.

Toutes les autres pensions tant civiles que militaires, y compris les pensions des employés de la liste civile de feu Sa Majesté le Roi Frédéric VII, de feu Son Altesse Royale Monseigneur le Prince Ferdinand et de feu Son Altesse Royale Madame la Landgrave Charlotte de Hesse, née Princesse de Danemarck, et les pensions qui ont été payées jusqu'ici par le Secrétariat des grâces (Naades-Sekretariat) seront réparties entre le Royaume et les Duchés d'après la proportion des populations respectives.

A cet effet on est convenu de faire dresser une liste de

*) See B Nr. 4.

toutes ces pensions, de convertir leur valeur de rente viagère en capital et d'inviter tous les titulaires à déclarer, si, à l'avenir, ils désirent toucher leurs pensions dans le Royaume ou dans les Duchés.

Dans le cas, où, par suite de ces options, la proportion entre les deux quote-parts, c'est-à-dire, entre celle tombant à la charge des Duchés et celle restant à la charge du Royaume, ne serait pas conforme au principe proportionnel des populations respectives, la différence sera acquittée par la partie que cela regarde.

Les pensions assignées sur la Caisse générale des veuves et sur le fonds des pensions des militaires subalternes, continueront d'être payées comme par le passé en tant que ces fonds y suffisent. Quant aux sommes supplémentaires que l'État aura à payer à ces fonds, les Duchés se chargeront d'une quote-part de ces suppléments d'après la proportion des populations respectives.

La part à l'institut de rentes viagères et d'assurances pour la vie, fondé en 1842 à Copenhague, à laquelle les individus originaires des Duchés ont des droits acquis, leur est expressément conservée.

Une Commission internationale, composée de représentants des deux parties, se réunira à Copenhague immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité pour régler en détail les stipulations de cet article*).

Article XVI.

Le Gouvernement Royal de Danemarck se chargera du payement des apanages suivans:

de Sa Majesté la Reine Douarière Caroline Amélie,

de Son Altesse Royale Madame la Princesse héréditaire Caroline,

de Son Altesse Royale Madame la Duchesse Wilhelmine Marie de Glücksbourg,

de Son Altesse Madame la Duchesse Caroline Charlotte Marianne de Mecklenbourg-Strelitz,

*) Sec B Nr. 4.

de Son Altesse Madame la Duchesse Douairière Louise Caroline de Glücksbourg,

de Son Altesse Monseigneur le Prince Frédéric de Hesse,
de Leurs Altesses Mesdames les Princesses Charlotte, Victoire et Amélie de Slesvic-Holstein-Sonderbourg-Augustembourg.

La quotepart de ce paiement tombant à la charge des Duchés d'après la proportion de leurs populations, sera remboursée au Gouvernement Danois par celui des Duchés.

La Commission mentionnée dans l'article précédent sera également chargée de fixer les arrangemens nécessaires à l'exécution du présent article*).

Article XVII.

Le nouveau Gouvernement des Duchés succède aux droits et obligations résultant de contrats régulièrement stipulés par l'administration de Sa Majesté le Roi de Danemarck, pour des objets d'intérêt public concernant spécialement les pays cédés.

Il est entendu que toutes les obligations résultant de contrats stipulés par le Gouvernement Danois par rapport à la guerre et à l'exécution fédérale, ne sont pas comprises dans la précédente stipulation.

Le nouveau Gouvernement des Duchés respectera tout droit légalement acquis par les individus et les personnes civiles dans les Duchés.

En cas de contestation les Tribunaux connaîtront des affaires de cette catégorie.

Article XVIII.

Les sujets originaires des territoires cédés, faisant partie de l'armée ou de la marine Danoises, auront le droit d'être immédiatement libérés du service militaire et de rentrer dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entr'eux qui resteront au service de Sa Majesté le Roi de Danemarck, ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

*) See B Nr. 4.

Les mêmes droits et garanties sont assurés de part et d'autre aux employés civils originaires du Danemarck ou des Duchés qui manifesteront l'intention de quitter les fonctions qu'ils occupent respectivement au service soit du Danemarck, soit des Duchés, ou qui préféreront conserver ses fonctions.

Article XIX.

Les sujets domiciliés sur les territoires cédés par le présent Traité jouiront pendant l'espace de six ans, à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits, et de se retirer avec leurs familles dans les Etats de Sa Majesté Danoise, auquel cas la qualité de sujets Danois leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur les territoires cédés.

La même faculté est accordée réciproquement aux sujets Danois et aux individus originaires des territoires cédés et établis dans les États de Sa Majesté le Roi de Danemarck.

Les sujets qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés de part ni d'autre dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les États respectifs.

Le délai susdit de six ans s'applique aussi aux sujets originaires soit du Royaume de Danemarck, soit des territoires cédés qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité, se trouveront hors du territoire du Royaume de Danemarck ou des Duchés. Leur déclaration pourra être reçue par la Mission Danoise la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque du Royaume ou des Duchés.

Le droit d'indigénat, tant dans le Royaume de Danemarck que dans les Duchés, est conservé à tous les individus qui le possèdent à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité.

Article XX.

Les titres de propriété, documens administratifs et de jus-

tice civile, concernant les territoires cédés, qui se trouvent dans les archives du Royaume de Danemarck, seront remis aux commissaires du nouveau Gouvernement des Duchés aussitôt que faire se pourra.

De même toutes les parties des archives de Copenhague qui ont appartenu aux Duchés cédés et ont été tirées de leurs Archives, leur seront délivrées avec les listes et registres y relatifs.

Le Gouvernement Danois et le nouveau Gouvernement des Duchés s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documens et informations relatifs à des affaires concernant à la fois le Danemarck et les Duchés.

Article XXI.

Le commerce et la navigation du Danemarck et des Duchés cédés jouiront réciproquement dans les deux pays des droits et privilèges de la nation la plus favorisée, en attendant que des traités spéciaux règlent cette matière.

Les exemptions et facilités à l'égard des droits de transit qui, en vertu de l'article II du Traité du 14 Mars 1857, ont été accordées aux marchandises passant par les routes et les canaux qui relient ou relieront la mer du Nord à la mer Baltique, seront applicables aux marchandises traversant le Royaume et les Duchés par quelque voie de communication que ce soit.

Article XXII.

L'évacuation du Jutland par les troupes alliées sera effectuée dans le plus bref délai possible, au plus tard dans l'espace de trois semaines après l'échange des ratifications du présent Traité.

Les dispositions spéciales relatives à cette évacuation sont fixées dans un Protocole annexé au présent Traité.

Article XXIII.

Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, les Hautes Parties contractantes déclarent et promettent

d'Aarhuus, Skanderborg et Ringkjøbing, et à la fin de la troisième semaine sera évacué tout le territoire du Jutland.

II.

Le jour de l'échange des ratifications du présent Traité, le Gouvernement militaire actuel du Jutland cessera ses fonctions. Toute l'administration du pays passera dès lors aux mains d'un Commissaire nommé par le Gouvernement Royal de Danemarck, qui se trouvera pendant toute la durée de l'évacuation dans le même endroit que le quartier général du Commandant en chef des troupes alliées en Jutland.

III.

Les autorités Danoises du Jutland fourniront sans contestation tout ce dont les troupes alliées auront besoin pour leur logement, leur approvisionnement et leurs moyens de transport (Vorspann), aussi longtemps que ses troupes se trouveront sur le territoire jutlandais. Le Gouvernement Royal de Danemarck rendra son Commissaire responsable de l'exécution de la précédente stipulation. Les prestations mentionnées dans le présent article seront limitées au plus strict nécessaire.

IV.

Tous les lazarets, postes de campagne et lignes télégraphiques, établis actuellement pour les troupes alliées, continueront de servir jusqu'à ce que l'évacuation des baillages respectifs soit complètement effectuée, et sans préjudice pour les établissements analogues de l'administration Danoise. Le Gouvernement Royal de Danemarck garantit expressément qu'il ne sera mis aucune entrave à l'exécution ponctuelle du présent article.

V.

Dans le cas que, lors de l'évacuation du Jutland, des malades ou des blessés de l'armée alliée dussent être laissés en arrière, le Gouvernement Royal de Danemarck s'oblige d'avoir soin qu'ils soient convenablement traités et soignés, et de les faire transporter moyennant „Vorspann" après leur gué-

rison jusqu'à la plus prochaine station militaire des troupes alliées.

VI.

A dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité tous les frais occasionnés par les prestations susdites pour le logement, l'approvisionnement, le traitement des malades et les moyens de transport (Vorspann), seront remboursés par les troupes alliées d'après les stipulations du règlement d'approvisionnement en vigueur pour l'armée de la Confédération Germanique sur le territoire fédéral.

(signé) Quaaed. (signé) Rechberg. (signé) Werther.
(signé) Kauffmann. (signé) Brenner. (signé) Balan.

2.

Protokol af 1 April 1865.

Les puissances signataires du traité de paix du 30 Octobre 1864, ayant reconnu la nécessité de préciser le sens de quelques unes des stipulations du dit traité de paix, les Plénipotentiaires soussignés, savoir:

Pour Sa Majesté le Roi de Danemarck:

le Sieur Chrétien Jacques Cosmus Bræstrup, Conseiller intime des Conférences et Président de la Municipalité de Copenhague,

pour Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

le Sieur Aloys Comte Karolyi de Nagy Karoly, Chambellan actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, pour Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur Othon Edouard Léopold de Bismarck-Schönhausen, Président du Conseil des Ministres et Ministre des affaires étrangères,

se sont réunis aujourd'hui et sont convenus des points suivants:

Article 1.

Les ci-devant possessions du Duc d'Augustenbourg, qui n'ont pas été revendues avant le 16 Novembre 1864 ainsi que

les revenus consignés au cadastre (Erdbuch-Einnahmen) des fermes données en bail héréditaire et appartenant autrefois aux possessions Augustenbourgeoises, appartiennent aux Duchés aussi bien que les Domaines de l'État situés dans les Duchés.

Article 2.

Les sommes dues sur le prix des possessions du Duc d'Augustenbourg, les possessions Gravensteinoises et dépendances y comprises, revendues avant le 16 Novembre 1864 reviennent au Danemarck.

Il en est de même des intérêts de ces sommes ainsi que des à-compte qui auraient été payés sur le capital, en tant qu'ils n'ont pas été déjà versés dans le trésor Danois.

Article 3.

L'indemnité pour les ci-devant possessions du Duc d'Augustenbourg mentionnées à l'Article 11 du traité de paix ne tombe à la charge des Duchés qu'en tant qu'elle est devenue payable après le 16 Novembre 1864. Il en est de même des intérêts et des à-compte, qui auraient été payés sur le capital de la dette de priorité.

Article 4.

Les sommes dues au trésor Danois par des employés ou des particuliers des Duchés et provenant tant de prêts faits par la couronne Danoise à des communes ou à des charges publiques (Beamtenstellen) des Duchés, que des ventes de propriétés de l'État situées dans ces Duchés, ainsi que les intérêts et les capitaux payés sur ces créances depuis le commencement de l'exécution fédérale resp. depuis le commencement des hostilités, en tant que les intérêts et capitaux ne sont pas déjà rentrés dans le trésor Danois, reviennent au Danemarck.

Ainsi fait à Berlin, le 1 Avril 1865.

(signé) Bræstrup,

(signé) Karolyi,

(signé) v. Bismarck.

3.

Udskrift af den Protocol, der i Henhold til §§ V og VI i Fredstractaten af 30te October 1864 blev optagen af Grændsereguleringscommissairerne.

Tilstedeværende vare:

Major i det Kgl. Danske Infanteri Frederik Carl Gustav von Schøller,
Kgl. Preussisk Major ved det Magdeburgske Dragonregiment Nr. 6 Adolph von Stedingk,
Keis. Kgl. Østerrigsk Oberstlieutenant i Generalstaben Wilhelm Popp Edler von Poppenheim.

Artikel I.

Angaaende Grændsereguleringen efter Art. V i Fredstractaten.

§ 1.

Grændsen mellem Kongeriget Danmarks og Hertugdømmet Slesvigs Søterritorium i Nordsøen er bestemt ved en Linie, dragen fra Midtpunktet af Afstanden mellem Øerne Manø og Romø i Retning af Ribe Domkirkes Taarn. I ringe Afstand fra Kysten forlader Grændsen denne Linie for at møde Landgrændsen ved Grændsepælen Nr. 1.

§ 2.

Landgrændsen mellem Kongeriget Danmark og Hertugdømmet Slesvig begynder ved Nordsøen ved Grændsepælen Nr. 1 paa det Punkt af Kysten, hvor den sydlige Grændse af Vester Vedsted Sogn ender, løber herfra, fornemlig i østlig Retning og langs med en større Vandgrøft paa den sydlige Grændse af Vester Vedsted, Ribe og Seem Sogne, indtil Grændsepælen Nr. 22; herfra følger Grændsen i mere nordøstlig Retning den østlige Sognegrændse af Seem By og naaer ved Grændsepælen Nr. 26 Gjels-Aa ved Gjelsbro. Herfra danner Gjels-Aa Grændsen indtil det Punkt, hvor samme forener sig med Flads-Aa.

§ 3.

Fra Foreningspunktet af Gjels-Aa og Flads-Aa løber Grændsen langs den høire Bred af Flads Aa og langs med Obekjær Byes sydlige Grændse til Grændsepælen Nr. 27; herfra langs Obekjær Byes østlige Grændse til den i den nordlige Deel af bemeldte By fremspringende Vinkel ved Grændsepælen Nr. 36.

Herfra gjennemskjærer en ved Grændsepælene Nr. 37 til 42 angivet lige Grændselinie et Hede- og Mosedrag indtil det Punkt af Hjortvad-Aa, hvor denne skjæres af den i Fredstræctaten nævnte lige Linie mellem Sydostpunktet af Hjortlund Byes østlige Grændse og den i den nordlige Deel af Obekjær By fremspringende Vinkel.

§ 4.

Fra sidstnævnte Punkt løber Grændsen langs Hjortvad-Aa indtil det Punkt (Grændsepælen Nr. 43), hvor Kalslund Byes østlige Grændse træffer Aaen, og gaaer derpaa videre langs bemeldte Grændse mellem Byerne Kalslund og Villebølle mod Vest og Hjortvad, Bavnegaard og Ravning mod Øst indtil Kongeaaen ved Grændsepælen Nr. 54.

§ 5.

Fra Grændsepælen Nr. 54 ved Kongeaaen danner Midten af det nævnte Vandløb Grændsen indtil det Punkt (Grændsepælen Nr. 59), hvor den vestlige Grændse af Vamdrup Sogn træffer Vandløbet Nord for Holte.

§ 6.

Fra Grændsepælen Nr. 59 løber Grændsen i sydlig Hovedretning mellem Skodborg og Vamdrup Sogne indtil Grændsepælen Nr. 73; herfra i sydøstlig Retning mellem Jarls og Vamdrup Sogne indtil Grændsepælen Nr. 79, videre i sydlig Retning til Grændsepælen Nr. 80 ved det Punkt, hvor Jarls, Ødis og Steppinge Sognes Grændser støde sammen; fra Grændsepælen Nr. 80 i østlig Hovedretning og mellem Steppinge og Ødis Sogne indtil Grændsepælen Nr. 91 ved Favs-Aa; følger herfra det nævnte Vandløb mellem Steppinge og Frørup Sogne

paa den ene Side og Ødis Sogn paa den anden Side indtil Grændsepælen Nr. 94; herfra følger Landgrændsen Brænore Byes sydlige Grændse indtil Grændsepælen Nr. 99.

§ 7.

Fra Grændsepælen Nr. 99 gaaer Grændsen mellem Frørup og Taps Sogne indtil Grændsepælen Nr. 101.

§ 8.

Fra Grændsepælen Nr. 101 gaaer Grændsen først i østlig, derpaa i sydlig Retning indtil Grændsepælen Nr. 104 ved Skoverup Byes nordvestlige Grændse.

§ 9.

Fra Grændsepælen Nr. 104 løber Grændsen paa den nordlige Grændse af Skoverup By indtil Grændsepælen Nr. 110 ved Taps-Aa; herfra langs det nævnte Vandløb i sydlig Retning indtil Grændsepælen Nr. 111; herfra i østlig Retning over Grændsepælen Nr. 112 til Grændsepælen Nr. 113 ved den gamle Landevei.

§ 10.

Fra Grændsepælen Nr. 113 følger Grændsen den gamle Chaussee mod Nord indtil Grændsepælen Nr. 114; herfra gaaer den i østlig Retning mellem Tyrstrup og Taps Sogne indtil Grændsepælen Nr. 116; videre mellem Tyrstrup og Veistrup Sogne indtil Grændsepælen Nr. 120; herfra mellem Aller og Veistrup Sogne indtil Grændsepælen Nr. 124; derpaa mellem Aller og Heils Sogne indtil Grændsepælen Nr. 126, gaaer herfra videre gennem Midten af Heils-Minde-Bugt og naaer mellem de 2 Grændsepæle Nr. 127 og 128 (den første paa dansk, den sidste paa slesvigsk Grund) Midten af Heils-Minde-Bugtes Munding ved Lille Belt.

§ 11.

Med Hensyn til Istandsættelsen og Vedligeholdelsen af Kongeaaen paa Grændsen mellem Kongeriget Danmark og Hertugdømmet Slesvig og af de øvrige Vandløb, som danne Grændsen, er det vedtaget, at samme vil være at anordne og varetage i Fælledsskab af de Commissioner, der ere eller eventuelt

ville blive udnævnte for Vandafledningsvæsenet henholdsvis i Ribe Amt og Veile Amt paa den ene Side og i Haderslev Amt paa den anden Side, og at der til Afgjørelse af eventuelle Differentser mellem de paagjældende fra begge Sider udnævnte Commissioner af vedkommende Amthuse i Kongeriget og i Slesvig, efter forud truffen Overenskomst i saa Henseende, vil være at beskikke en Opmand, der har at afgjøre Tvisten ved at tiltræde den ene eller den anden Commissions Anskuelse.

I Tilfælde af Appellation af Commissionernes, resp. af Opmandens Kjendelse bliver Sagen at afgjøre af en af den paagjældende kongerigske og slesvigske Overøvrighed i Forning beskikket Domstol.

De under Commissionernes Ledelse afsluttede Forlig saavel som de retskraftige Kjendelser ere saavel i Kongeriget Danmark som i Hertugdømmet Slesvig at anerkjende og at execute af de paagjældende Øvrigheder. Fastsættelsen af Forretningsgangen mellem Øvrighederne og af Reglerne for Kjendelsernes Retskraft er det nærmest forbeholdt vedkommende Amtmænd at træffe Overenskomst om.

§ 12.

Hvad angaaer de 3 paa Grændsen liggende offentlige Broer, hvoraf 2 føre over Kongeaen henholdsvis ved Foldingbro og ved Skodborghuus, og 1 paa den gamle Landevei fra Haderslev til Kolding fører over den til Kjer-Mølle flydende Bæk, vil hele Vedligeholdelsen af Broen ved Foldingbro paa Hvide Hertugdømmet Slesvig, medens Kongeriget Danmark vil have at overtage den fuldstændige Vedligeholdelse af Broen ved Skodborghuus og af Broen paa den gamle Landevei fra Haderslev til Kolding.

Det af Malt Herred til Vedligeholdelsen af Broen ved Foldingbro hidtil aarligt betalte Æquivalent for det saakaldte Brokorn til Beløb af = 100 ſ (Mark Courant) tilligemed 3 ſ Skrivekjendelse bliver, saavidt det for Tiden resterer, at efterbetale til Hertugdømmet Slesvig, og for Fremtiden at afløse

med det 25dobbelte Beløb, og som Følge heraf bliver eengang for alle den Sum 2,575 fl (Mark Courant) at udbetale til Hertugdømmet Slesvig af Kongeriget Danmark. Tilligemed Broerne ere ogsaa Rækværkerne paa begge Sider af samme at vedligeholde, medens de til Broerne førende Veidæmninger med tilhørende Rækværker ikke høre til Broerne og derfor ere at vedligeholde af det Gebeet, paa hvilket de ligge.

Angaaende Vedligeholdelsesmaaden og den Construction, der bliver at anvende ved eventuelle Ombygninger, ere ingen Regler vedtagne, og er det i denne Henseende alene bestemt, at Broerne stedse skulle holdes i god, farbar Stand.

§ 13.

De Øer, som for Tiden findes i Kongeaaen, forblive ved den Stat, til hvis Gebeet de hidtil have hørt.

De Øer, der i Fremtiden maatte danne sig ved Forandringer i Kongeaaens Løb, tilhøre den Stat, fra hvis Gebeet de ere løsrevne.

Artikel II.

Angaaende Fordelingen mellem Kongeriget Danmark og Hertugdømmet Slesvig af Omkostningerne ved Anlægget af den nye Vei fra Ribe til Tønder i Forhold til Udstrækningen af det Gebeet, gennem hvilket den gaaer i begge Stater.

§ 1.

Som det fremgaaer af den derover optagne Additional-protocol ^{Bilag Nr. 2} ad Art. Nr. II, har Hertugdømmet Slesvig til den 1ste Juli 1865 at tilbagebetale Kongeriget Danmark et Beløb af 290,126 Mark 4 Skilling Courant.

§ 2.

Saaframt imidlertid Beboerne af de til Hertugdømmet Slesvig overgaaede Enclaver ifølge § 3 i den danske Lov af 30te December 1858 allerede ganske eller tildeels maatte have erlagt deres Indbetalinger, kommer Summen af disse Indbetalinger til Afkortning i det Kongeriget Danmark tilkommende Erstatningsbeløb.

Artikel III.

Angaaende Fordelingen af de faste Eiendomme og Capitaler, der hidtil have henhørt til saadanne Districter eller Communer, som ved den nye Grændse blive overskaarne.

§ 1.

Haderslev og Tønder Amter bleve af Commissionen opfordrede til at lade en Bekjendtgjørelse udgaae til Indvaanerne i de ifølge Fredstractaten af 30te October 1864 fra Ribe Amt aftraadte og med Haderslev og Tønder Amter forenede Districter, hvorefter de havde at anmelde eventuelle Fordringer, der hidrørte fra deres tidligere Forbindelse med Ribe Amt. I Lighed hermed bleve ved den Kgl. Danske Grændseregulerings-Commissair, Hr. Major v. Schøllers Mellekomst de Kgl. Danske Amter Ribe, Veile og Svendborg opfordrede til at gjøre eventuelle Krav gjældende, som de fra Haderslev Amt eller Nordborg Amt til Ribe, Veile eller Svendborg Amter aftraadte Districter maatte have at fremsætte.

Den derefter i Henhold til de indløbne Anmeldelser af Commissionen foretagne Deling af de tidligere fælles Eiendomme eller Capitaler fremgaaer af det Følgende.

§ 2.

Haderslev Amts Repartitionsfond deles saaledes, som Additionalprotocollen $\frac{\text{Bilag Nr. 3}}{\text{ad Art. Nr. III}}$ Nr. I, II, III og IV udviser.

§ 3.

Haderslev Amts Veikasse. Med Hensyn hertil gjælder, hvad der er fastsat i Additionalprotocollen $\frac{\text{Bilag Nr. 3}}{\text{ad Art. Nr. III}}$ Litr. B.

§ 4.

De Haderslev Amt tilhørende Bygninger og Jordeiendomme. Fortegnelsen over disse findes i Additionalprotocollen $\frac{\text{Bilag Nr. 3}}{\text{ad Art. Nr. III}}$ Nr. V. Som det nævnte Bilag under Litr. C udviser, blev Taxationen af samme foranstaltet ved en blandet Commission, og denne Fremgangsmaade blev ogsaa udvidet til Christine Frederikke Stiftelsens Sygeanstalt. Additionalproto-

collen $\frac{\text{Bilag Nr. 4}}{\text{ad Art. Nr. III}}$ angiver de Regler, der blev fulgte ved Delingen af de Haderslev Amt tilhørende Gjenstande, nemlig:

- I. Amtsbudets Bolig,
- II. Ting- og Arresthuset i Rødning,
- III. Sygehuset i Gram,
- IV. Christine Frederikke Stiftelsen,
- V. Arresthuset i Toftlund,
- VI. Tinghuset i Aller.*

§ 5.

Delingen af Haderslev Provsties Kirkekasse fremgaaer af Additionalprotocollen $\frac{\text{Bilag Nr. 5}}{\text{ad Art. Nr. III}}$.

§ 6.

Additionalprotocollen $\frac{\text{Bilag Nr. 6}}{\text{ad Art. Nr. III}}$ angiver Delingsmaaden med Hensyn til efternævnte Formuegjenstande, tilhørende de ved den nye Grændselinie overskaarne Sogne, nemlig:

- I. Kalvslund Kirkes Formue.
- II. Hygum Kirkes Formue.
- III. Den Præsteembedet for Aller og Taps Sogne tilhørende Eiendom.
- IV. Taps Pastorats Jorder for Skoverups Vedkommende.
- V. Frørup Pastorats Jorder for Brænores Vedkommende.
- VI. Skolen i Over-Lerdte.
- VII. Aller, Taps, Vonsild og Hjerndrup Sognes fælles Fattig-Arbejdsanstalt.

§ 7.

Additionalprotocollen $\frac{\text{Bilag Nr. 7}}{\text{ad Art. Nr. III}}$ udviser den Deling, der blev fulgt med Hensyn til efternævnte Kasser og Formuegjenstande, tilhørende det Kgl. Danske Amt Ribe, nemlig:

- A. Amtsrepartitionsfondet.
- B. Sygehusene i Ribe og Varde.
- C. Skolefondet.

Artikel IV.

Normen for Afløsningen af de paa Fæstesteder, Arveforpagtningssteder og andre Jordeiendomme hvilende Afgifter.

§ 1.

Alle under milde Stiftelsers og andre juridiske Personers Overeiendomsret hørende Privat-Arvefæstesteder og Arveforpagtningssteder (tvende forskjellige Arter af ufuldkommen Eiendomsret), hvis Overeiere og Fæstebesiddere eller Arveforpagtere ved den nye Grændselinie ere bragte ind under forskjellige Landshøiheder, skulle for Fremtiden ogsaa uden Overeierens Samtykke kunne indløses af Fæstebesidderne eller Arveforpagterne til Eiendom under de samme Betingelser, paa hvilke Afløsningen af de under Domainerne hørende Fæste- eller Arveforpagtningssteder i den Landsdeel, til hvilken Fæste- eller Arveforpagtningsstedet indtil Fredsslutningen af 30te October 1864 har hørt, er bleven bevilget.

De paa saadanne Jordeiendomme hvilende Penge- og Naturalydelser til Overeieren hefte ogsaa paa dem efter deres Indløsning til Eiendom. Dog kunne disse og alle lignende paa Jordeiendomme heftende Ydelser til juridiske Personer, — naar den beheftede Eiendom og den til Ydelsens Modtagelse berettigede juridiske Person ved den nye Grændselinie ere blevne skilte, — ogsaa uden den Berettigedes Samtykke afløses mod Indbetaling een Gang for alle af Ydelsens 25dobbelte Beløb eller af dens Værdi, beregnet efter Gjennemsnitsindtægten i de sidste 5 Aar.

Hvor der har bestaaet autoriserede Taxter for Naturalydelserne, blive disse at lægge til Grund for Beregningen af Ydelsernes Værdi, og have, naar de Paagjældende ikke skulde kunne forenes om Indløsnings- eller Afløsningssummens Beløb, begge Parter at underkaste sig Afgjørelse af Regjeringen i den Stat, paa hvis Gebeet den beheftede Eiendom er beliggende.

Den med Hensyn til enkelte eller alle Afgifter til Staten

muligen endnu bestaaende solidariske Forpligtelse mellem de paagjældende ved den nye Grændselinie fra hinanden skilte Overeiere og Fæste- eller Arveforpagtningssteder bliver, ogsaa uden foregaaende Afløsning af Fæste- eller Arveforpagtequaliteten, strax ophævet, saaat for Fremtiden alle paa de paagjældende Jordeiendomme heftende Statsafgifter ere at hæve directe uden Mellekomst af Overeieren.

Artikel V.

Den gjensidige Udbetalingsmaade.

§ 1.

De Pengebeløb, der efter stedfunden Afregning blive at præstere af Kongeriget Danmark til Hertugdømmet Slesvig og omvendt, udbetales ikke de enkelte Sogne eller Communer, men tilstilles derimod de paagjældende Regjeringer.

Artikel VI.

Extraordinaire Omkostninger ved Grændsereguleringen.

§ 1.

De extraordinaire Omkostninger, der ere paaløbne deels ved den af tvende Kgl. Danske Guider udførte à la vue Optagelse af Grændsestrækningen, deels ved Anskaffelsen og Transporten af de 128 Grændsepæle samt ved den af 1 Corporal og 6 Kgl. Danske Sapeurer foretagne Nedramning af samme, bæres lige af Kongeriget Danmark og Hertugdømmet Slesvig. Da det samlede Beløb af forberørte Udgifter, der efter de af Hr. Major v. Schøller fremlagte Regninger have udgjort 1,330 Rd. Dansk Rigmønt, er blevet afholdt af denne af de af den Kgl. Danske Regjering til hans Disposition stillede Forskud, har Hertugdømmet Slesvig ved Liquidationen af de øvrige Beløb endnu at godtgjøre Kongeriget Danmark en Sum af 665 Rd. Dansk Rigmønt.

Haderslev, den 22de April 1865.

F. Schøller. von Stedingk. von Poppenheim.

Beilage Nr. 3.

Actum Hadersleben den 10ten Februar 1865.

Nachdem in der heutigen Sitzung der internationalen Grenzregulirungscommission von den damit unterm 3ten d. M. Beauftragten, dem ehemaligen Hausvogt Heuckendorff, dem Kammerrath, Amtsverwalter Huss und dem Amtsverwalter Ritter Vorschläge für die Auftheilung der dem Amte Hadersleben gehörigen Fonds, Geldmittel, Immobilien und Inventariestücken vorgelegt waren, wurden folgende Gegenstände unter Verhandlung genommen:

A. Die Auftheilung des Amtsrepartitionsfonds.

In Erwägung, dasz dieser Fond durch eine jährliche Ausschreibung der zu verschiedenen Communezwecken, als Militairkosten, Criminal- und Polizei-Kosten, Unterhaltung der Gefangenhäuser, Gehalt an Communalbeamte etc. nöthigen Geldmittel aufgebracht und die ausgeschriebene Summe nach der Pflugzahl repartirt wird, und dasz die zu verzinsenden Schulden und das zinsentragende Capital dieses Fonds bis auf ein Minimum gleich grosz sind, ward beschlossen:

I. Der Kassebehalt, welcher sich ultimo März 1864 nach der Rechnung pro 18^{63/64} vorfand, ist so zu theilen, dasz den abgetretenen und zurückbleibenden Theilen des Amts der Antheil nach der Criminalpflugzahl gleich aus der Kasse ausgezahlt wird.

Es wird hier ausdrücklich bemerkt, dasz die ganze Criminalpflugzahl mit $887\frac{1}{2}\frac{6}{8}\frac{4}{8}\frac{6}{8}\frac{3}{8}$ Pflügen, namentlich auch die Pflugzahl der nicht zum Amte Hadersleben gehörigen aber zu dessen Criminalkosten beitragspflichtigen Grundstücke, sowohl für das ganze Amt als für die Theile desselben der Berechnung überall bei dieser Auseinandersetzung zu Grunde zu legen ist.

II. Von der Ausschreibung für das Jahr 18^{64/65} ist den an Dänemark abgetretenen Theilen des Amts von der auf sie pro 18^{64/65} repartirten Summe $\frac{5}{12}$ gleich aus der Kasse ausuzahlen.

- III. Die festen und zufälligen Einnahmen des Amtsrepartitionsfonds pro 18⁶⁴/65, doch mit Ausnahme der Ausschreibung für dieses Jahr und des vom Norderland Römö geleisteten Beitrags zu den Strafanstalten wird nach Criminalpflugzahl vertheilt und den abgetretenen Districten des Amts $\frac{7}{12}$ des auf diese Weise auf sie fallenden Theils gleich aus der Kasse ausgezahlt, während der Rest dieser Einnahmen gleich dem bei Schleswig verbleibenden Theile des Amts aus der Kasse ausgekehrt wird.
- IV. Der Kassebehalt, welcher sich dann nach Abhaltung aller budgetmäßigen Ausgaben pro 18⁶⁴/65 am 1sten April 1865 vorfindet, wird nach Criminalpflugzahl getheilt event. ein mögliches Deficit in derselben Art gedeckt. Selbstverständlich haben die abgetretenen Districte aus den ihnen nach Vorstehendem zufallenden Summen selbst ihre Ausgaben für die Zeit nach dem 30ten October 1864 abzuhalten, doch ist der Lohn für drei Kirchspielvögte in diesen Districten, welche ihren Lohn pro 1864 nicht erhalten haben, der Beitrag an die Irrenanstalt in Schleswig für die dort unterhaltenen 6 Kranken aus diesen Districten bis zum 1sten April und der Beitrag dieser zu der Summe, welche für die Stellung der 21 Nationalpferde ultimo März d. J. zu zahlen ist zugleich mit den obenerwähnten budgetmäßigen Ausgaben des bei Schleswig verbleibenden Theils des Amts auch für die Zeit vom 30sten October 1864 bis zum 1sten April 1865 für die abgetretenen Districte aus der Kasse abzuhalten.
- Es werden den abgetretenen Districten am 1sten April ihre sich in der Irrenanstalt in Schleswig befindlichen Kranken überwiesen.
- V. Die dem Amte gehörigen Gebäude und Ländereien, nebst Inventarienstücke sind zu taxiren und den abgetretenen Districten deren Antheil daran nach der Criminalpflugzahl anzurechnen und auszuzahlen.

Zu diesen Immobilien und Inventarienstücken gehören:

Das Gefangenhaus bei Hadersleben, das Gefangenhaus in Toftlund, ein Theil des Gefangenhauses in Rödning und die zu diesen gehörigen Grundstücke und Inventarienstücke, resp. in Betreff des Letzteren ein Theil derselben.

Mit Beziehung auf das Gefangenhaus in Rödning ist zu bemerken und gehörig zu berücksichtigen, dasz, da die Staatskasse für die Güter Gram und Nyböl zu der Anschaffung und Unterhaltung dieses Gefangenhauses cum pertinent. nach dem Verhältnisse der Volkszahl der Güter Gram und Nyböl zu der Volkszahl der Frös und Kalslund Harden beigetragen hat, so ist der der Staatskasse nach demselben Verhältnisse gehörige Antheil von der sich durch die Taxation ergebenden Summe abzuziehen und nur der Rest derselben zur Vertheilung zwischen dem bei Schleswig verbleibenden und dem abgetretenen Theile des Amts zu bringen, wobei dem Ersteren mögliche Ansprüche an die Staatskasse vorbehalten sind.

Das Dinghaus in Aller gehört der Tyrstrup Harde und musz daher rücksichtlich dessen eine solche Auseinandersetzung zwischen dem abgetretenen und dem bei dem Amte verbleibenden Theile dieser Harde nach der Pflugzahl Statt finden.

Was die Amtsbotenwohnung und das dazu gehörige Land betrifft, so ist es mit Rücksicht darauf, dasz die frühere Wohnung derselben und die dazu gehörigen Ländereien, für welche die jetzige Dienstwohnung und das Land eingetauscht ist, vermeintlich Staatseigenthum gewesen und den Amtsboten vom Staate als Emolument beigelegt worden, einstweilen noch unentschieden gelassen, inwieweit dieselben einer Taxation und Theilung zu unterziehen sind.

- VI. Die zu verzinsenden Schulden des Amtsrepartitionsfonds übernimmt der bei Schleswig verbleibende Theil des Amts allein und verbleiben diesem als Ersatz dafür auch die als Baucapital für die Dienstwohnungen des Hadesvogts

und des Gerichtsschreibers in Rödning und des Gerichtsschreibers in Toftlund verwandten, von diesen Beamten abzutragenden und zu verzinsenden Capitalien ungetheilt und ist auch der pro 1864 an die Amtskasse eingezahlte Abtrag von diesen Capitalien als ein Theil derselben zu betrachten.

B. Die Amtswegekasse.

In Erwägung, dasz den an Dänemark abgetretenen Districten des Amts Hadersleben nur eine unbedeutende Strecke der auf Rechnung dieser Kasse grundverbesserten Wege verbleibt, ist die ganze Schuld der Wegekasse von dem bei Schleswig verbleibenden Theile des Amts zu übernehmen und verbleiben diesem auch alle Activa der Kasse mit Einschluß des vollen pro 18⁶⁴/₆₃ ausgeschriebenen Beitrags aus den an Dänemark abgetretenen Districten, und sind in Folge dessen die in den Letzteren noch ausstehenden Restanten zu erheben und an die Wegekasse einzuzahlen, oder bei der Auseinandersetzung, welche rücksichtlich des Amtsrepartitionsfonds Statt findet, zu liquidiren.

C. Die Taxation der dem Amte gehörigen Gebäude.

Das Haderslebener Amtshaus wurde schriftlich ersucht einen Baukundigen und einen Landmann für die nach V vorzunehmende Taxation der Gebäude, Grundstücke und des Inventariums der Gefangenhäuser zu committiren und ernannte ebenfalls der Königlich dänische Commissarius einen Baukundigen und einen Landmann. Diese vier Taxatoren werden zu dem Ende am 20sten d. M. Vormittags 11 Uhr auf dem Haderslebener Amthause zusammentreten und demnächst unter Leitung eines dazu vom Amthause committirten Beamten und des Herrn Heuckendorff die Taxation vornehmen.

Schliesslich wurden Herr Heuckendorff, Kammerrath Huss und der Amtsverwalter Ritter beauftragt mit Beziehung auf die Amtsbotenwohnung und die dazu gehörigen Dienstländereien, sowie in Betreff der Christine Friederica Stiftung

und der Kirchenkasse die Acten herbeizuschaffen und in der nächsten Sitzung der Commission diese und event. Vorschläge für eine Auseinandersetzung vorzulegen.

Heuckendorff. Huss. Ritter.

Einverstanden mit A und dem §§ 1, 2, 3 und 4 mit dem Bemerkten, dass die Ausgleichung stellenweise wohl nicht ganz rationell erscheint, dessenungeachtet aber angenommen wird, weil die eingehaltene Lösung sich einfacher durchführen lässt und selbe auf Grund der vorausgestellten Kassa-Abschlüsse keinen Nachtheil für einen der beiden Theile involvirt. Einverstanden mit den §§ V und VI. In Betreff des Schlusses von § V (die Amtsbodenwohnung betreffend) wird die Entscheidung vorbehalten.*) Einverstanden mit B und C.

Hadersleben den 17ten Februar 1865.

G. F. Schöller. von Poppenheim. von Stedingk.
(L. S.)

Beilage Nr. 4.

Actum Hadersleben den 6ten März 1865.

In der heutigen Sitzung der Commission wurden folgende Gegenstände zur Verhandlung gebracht:

I. In Betreff der nach dem Protokoll vom 10ten Februar 1865 A. V. unentschieden gelassenen Frage, ob die Dienstwohnung der Amtsboden und die dazu gehörigen Ländereien einer Theilung zu unterziehen sein möchten, ist diese, nachdem der Kgl. Dänische Herr Commissair Major von Schöller auf eine Theilung der gedachten Amtsbodenwohnung dazu gehörigen Ländereien verzichtet hat, nunmehr dahin erledigt, dass diese Wohnung und die dazu gehörigen Ländereien dem Amte Hadersleben ungetheilt verbleiben.

Die gedachte Verzichtleistung ist dadurch motivirt, dass die Amtsbodenwohnung ehemals Staatseigenthum gewesen,

*) Die Entscheidung findet sich im Protokoll vom 6ten März 1865 Nr. I (Beilage Nr. 4 ad Art. III).

der Herr Major von Schöller aber auszer Stande ist, den Uebergang derselben ins Gemeindееigentbum actmäszig darzuthun und schlieszlich durch die Erwartung, dasz obige Concession bei der Theilung der Christine-Friederike Stiftung eine entsprechende Gegenseitigkeit findet.

- II. In der Taxationssumme des Ding- und Gefangenhauses in Rödning (siehe Protokoll vom 10ten Februar 1865 A. V.) nebst Inventar und Ländereien, welche nach dem eingelieferten Taxations-Instrumente vom 24de Februar 1865 7,802 ƛ 9 $\frac{1}{2}$ β beträgt, ist der Antheil der Güter Gram und Nyböl in Abzug zu bringen mit 2,401 ƛ 5 $\frac{1}{2}$ β .

Dieser Abzug hat seinen Grund darin, dasz die Staatskasse für die Güter Gram und Nyböl zu der Erbauung dieses Gebäudes einen Zuschusz geleistet hat, welcher im Verhältnisz zu der Volkszahl der gedachten Güter und der Frös und Kalvslunder Harden stand.

Bei der letzten Berechnung wurde jedoch die letzte Taxation zu Grund gelegt.

Die nach obigen Abzug erübrigenden 5,401 ƛ 4 β (Mark Courant) sind nach Maszgabe der Criminal-Pflugzahl zwischen den an das Königreich Dänemark abgetretenen Gebietstheilen und dem Amte Hadersleben zu theilen.

- III. Das Krankenhaus zu Gram nebst dem Inventar und dem Bauplatze ist nach dem eingelieferten Taxations-Instrumente vom 23ten Februar 1865 zu . . . 23,310 ƛ 6 β (Mark Courant) taxirt worden.

Da indesz der Besitzer des Gutes Gram Eigenthümer des Grundes ist und derselbe dafür eine jährliche Abgabe von 15 ƛ (Mark Courant) bezieht, und auszerdem die Berechtigung genieszt, die Kranken aus den Gütern Gram und Nyböl in die gedachte Heil-Anstalt einzulegen, so ist die Taxationssumme für das betreffende Grundstück mit 650 ƛ 6 β (Mark Courant) in Abzug zu bringen, und

die übrigen 22,660 ₰ (Mark Courant) sind nach Maszgabe der Criminalpflugzahl zwischen den an das Königreich Dänemark abgetretenen Gebietstheilen und dem Amte Hadersleben zu theilen.

- IV. Die Gebäude der „Christine-Friederike Stiftung“ in Hadersleben (eine Krankenanstalt) ist nebst der Badeeinrichtung und dem Inventar nach dem eingesandten Taxationsinstrumente vom 1sten März 1865 zu . . . 32,538 ₰ 2 β (Mark Courant) taxirt worden.

Diese Summe, sowie das nach Ablegung der Rechnung für 18⁶⁴/₆₅ sich ergebende Capitalvermögen der Stiftung ist nebst dem Kassabehalt und den Restanten zwischen den abgetretenen Gebietstheilen und dem Amte Hadersleben dergestalt aufzuthellen, dasz die Volkszahl des Amtes vom Jahre 1860 der Theilung zu Grunde gelegt wird.

Das von Seiten des Amtes zu dieser Stiftung angeschaffte Inventar nebst Bauplatz und das daran grenzende, dem Amte gehörige Landstück, der sogenannte „Tolderoft“ ist nach demselben Taxationsinstrumente zu

3,367 ₰ 3 β

(Mark Courant) taxirt worden.

Diese Summe ist in Uebereinstimmung mit der seiner Zeit geschehenen Beitragsweise nach der Criminal-Pflugzahl zwischen den abgetretenen Gebietstheilen und dem Amte Hadersleben zu vertheilen.

- V. Nach dem Taxationsbefund vom 22sten Februar 1865 wurde das Gefangenhaus zu Toftlund mit 12,338 ₰ (Mark Courant) 2 β (Schillinge), und nach dem Taxationsbefund vom 1sten März 1865 das Gefangenhaus zu Hadersleben mit 12,346 ₰ 14 β (Mark Courant) geschätzt.

Im Sinne des Additionalprotokolls vom 10ten Februar 1865 A. V. (Beilage Nr. 3 ad Art. III.) werden obige beiden Beträge zwischen den abgetretenen Districten und

dem Amte Hadersleben getheilt nach Verhältnisz der Criminalpflugzahl und den Ersteren ausbezahlt.

- VI. Nach dem Taxationsbefund vom 2ten März 1865 wurde das Dinghaus zu Aller mit 1,312 $\text{R} 8 \beta$ (Mark Courant) geschätzt.

Im Sinne des Additionalprotokolls vom 10ten Februar 1865 A. V. (Beilage Nr. 3 ad Art. III.) wird der Werth desselben nach der Pflugzahl, der Tyrstruper Harde zwischen den abgetretenen Theilen dieser Harde und dem beim Amte Hadersleben verbleibendem Theile derselben getheilt.

Der Taxationsbefund liegt in Abschrift bei.

G. F. Schöller. von Poppenheim. von Stedingk.
(L. S.)

Actum Toftlund den 22de Februar 1865.

Ifølge Skrivelse fra Grændsreguleringscommissionen af 10de dennes var følgende Commission, bestaaende af: Herr Tømmermester, Architect Holm fra Haderslev og Herr Gaardmand Mikkel Eriksen Damgaard fra Ostorp som Sagkyndige fra dansk Side, og Herr Bygmester Christiansen fra Haderslev og Herr Sognefoged Dbmd. Degn fra Astrup som Sagkyndige for Hertugdømmet Slesvigs Side, samt medundertegnede Huusfoged Vogt for Haderslev Vesteramt som Protokolfører, traadt sammen, for paa Grundlag af den under 20de dennes paa det høie Amthaus i Haderslev optagne Protokol at taxere forskjellige i Haderslev Amt beliggende Realiteter og begyndtes idag med Thing- og Arresthuset i Toftlund.

	Rigsmønt.		Courant.	
	Rd.	β	R	β
Efterat Bygningerne saavel udvendig som indvendig nøiagtigt vare eftersete bleve Taxatorerne enige om at ansætte dem til en Værdi af . .	5,500.		10,312.	8
Transport . . .	5,500.		10,312.	8

	Rigsmønt.		Courant.	
	Rd.	β	ƒ	β
Transport . . .	5,500.		10,342.	8
Inventarie-Gjenstandene forelagdes Taxatorerne efter Inventarielisten og taxeredes af disse stykkeviis. Ved Opsummeringen viste det sig, at de vare taxerede til et samlet Beløb af	120.	32	225.	10
Jorderne ansattes efter Indkjøbsprisen:				
a. for 2 Skjepper Land til Bygge- plads og Have	160.		300.	
b. for 4 Tdr. 3 Skpr. Land til Ar- restforvareren	800.		1,500.	
Summa Toftlund Thing- og Arresthuus	6,580.		12,338.	2

Hermed sluttedes Forretningen for idag og underskrevet
Protokollen af Commissionen.

A. u. s.

C. F. Holm. M. E. Damgaard. Paul Christiansen.
S. N. Degn. H. R. Vogt.

Continuatum Gram den 23de Februar 1865.

Forretningen fortsattes som den foregaaende Dag af de
samme Personer og begyndtes ved Sygehuset i Gram.

	Rigsmønt.		Courant.	
	Rd.	β	ƒ	β
Efterat først samtlige Bygninger saa- vel udvendigt som indvendigt nøi- agtigt vare eftersete, bleve Taxa- torerne enige om at ansætte dem til en Værdi af	10,975.		20,578.	2
Transport . . .	10,975.		20,578.	2

	Rigmønt.		Courant.	
	Rd.	ß	℥	ß
Transport . . .	10,975.		20,578.	2
Inventarie - Gjenstandene forelagdes Taxatorerne efter Inventarielisten og taxeredes af disse stykkeviis. Ved Opsummeringen viste det sig, at de tilsammen vare taxerede til en samlet Værdi af	1,110.	32	2,081.	14
Uagtet Jorderne vare belagte med Snee, saa at en nøiagtig Taxation af samme ikke kunde foretages, bleve Taxatorerne dog enige om at ansætte en Tønde Land å 320 □ Roder til 200 Rd. R. M. eller 374 ℥. hvilket for 2 Tdr. $2\frac{8}{16}$ Skpr. å 240 □ Roder eller 1 Td. $5\frac{14}{16}$ Skpr. å 320 □ Roder udgjør	346.	84	650.	6
Summa Sygehuset paa Gram . .	12,432.	20	23,310.	6

Hermed sluttedes Forretningen for idag og underskrevet
Protokollen af Commissionen.

A. u. s.

C. F. Holm. M. E. Damgaard. Paul Christiansen.
S. N. Degn. H. R. Vogt.

Continuatum Rødding den 24de Februar 1865.

Forretningen fortsattes som igaar af de samme Personer,
og begyndtes ved Thing- og Arresthuset i Rødding:

	Rigsmont.		Courant.	
	Rd.	β	£	β
Efterat først samtlige Bygninger saavel udvendig som indvendig nøiagtigt vare eftersete, bleve Taxatorerne enige om at ansætte dem til en Værdi af	3,500.		6,562.	8
Inventarie - Gjenstandene forelagdes Taxatorerne efter Inventarielisten og taxeredes af disse stykkeviis. Ved Opsummeringen viste det sig, at de tilsammen vare taxerede til	114.	80	215.	5
Jorderne ansattes efter Indkjøbsprisen, for 4 Tdr. $1\frac{3\frac{1}{4}}{16}$ Skpr. Land à 320 □ Roder	546.	53	1,024.	12 $\frac{1}{2}$
Summa Rødding Thing- og Arresthuus	4,161.	37	7,802.	9 $\frac{1}{2}$

Hermed sluttedes Forretningen for idag og underskrevet Protokollen af Commissionen.

A. u. s.

C. F. Holm. M. E. Damgaard. Paul Christiansen.
S. N. Degn. H. R. Vogt.

Continuatum Haderslev den 1ste Marts 1865.

Forretningen fortsattes som de foregaaende Dage og begyndtes ved Fangehuset i Haderslev:

	Rigsmont.		Courant.	
	Rd.	β	£	β
Efterat først samtlige Bygninger saavel udvendig som indvendig nøiagtigt vare eftersete, bleve Taxatorerne enige om at ansætte dem til en Værdi af	6,400.		12,000.	
Transport . . .	6,400.		12,000.	

Hermed sluttedes Forretningen for idag og underskrevet
Protokollen af Commissionen.

A. u. s.

C. A. Holm. M. E. Damgaard. Paul Christiansen.
S. N. Degn. H. R. Vogt.

Continuatum Haderslev den 2den Marts 1865.

Forretningen fortsattes som den foregaaende Dag af de
samme Personer og begyndtes ved Amtsboligen*) i Gammel-Ha-
derslev:

	Rigsmønt.		Courant.	
	Rd.	β	₤	β
Efterat først samtlige Bygninger saa- vel udvendig som indvendig nøi- agtigt vare efterse, bleve Taxato- rerne enige om at ansætte dem til en samlet Værdi af	1,600.		3,000.	
Paa Grund af Sneen kunde Jorderne ikke nøiagtig taxeres, dog bleve Taxatorerne enige om at anslaae det Stykke Land hjemme ved Hu- set „Breening” kaldet til	2,000.		3,750.	
Med Hensyn til det omtrent $\frac{1}{2}$ Miil fra Amtsbudboligen beliggende Stykke Land „Nychave” kaldet, kunde Taxatorerne ikke enes, idet M. E. Damgaard anslog samme til	3,600.		5,625.	
medens Degn kun anslog det til . .	2,750.		5,156.	4

*) o: Amtsbudboligen.

	Rigsment.		Courant.	
	Rd.	β	⌘	β
Samme Dag fortsattes Forretningen ved Taxationen af Thinghuset i Aller. Efterat først samtlige Bygninger saavel udvendig som indvendig nøiagtig vare eftersete, bleve Taxatorerne enige om at ansætte samme incl. Byggeplads og Have til	700.		1,312.	8

Hermed sluttedes Forretningen og underskrevet Protokollen af Commissionen.

A. u. s.

C. F. Holm. E. M. Damgaard. Paul Christiansen.
S. N. Degn. H. R. Vogt.

Gjenpartens Rigtighed bevidnes af
C. Huss.

Kammerraad og Amtsforvalter.

Beilage Nr. 5.

Actum Hadersleben den 4ten März 1865.

Am heutigen Tage wurde die Behandlung der Kirchenkasse der Probstei Hadersleben vorgenommen und die Grundsätze, wonach die Mittel derselben zwischen dem zurückbleibenden Theile dieser Probstei und den nach dem Friedenstractate an das Königreich Dänemark abgetretenen 8 Kirchspielen derselben aufzuteilen, nach den diesfälligen Vorlagen der Localbehörden in Erwägung gezogen und festgestellt, wobei das Erforderliche mit Rücksicht auf diejenigen Institute und öffentlichen Einrichtungen, welche aus der gedachten Kirchenkasse Zuschüsse empfangen näher bestimmt wurde. Es wird hier die Bemerkung vorausgeschickt, dasz die Einnahmen der Kirchenkasse hauptsächlich aus dem Ertrage des zum grössten

Theile festgesetzten Kornzehnten aus den 33 Kirchspielen der Probstei Hadersleben bestehen, welcher nach einer jährlich von den Kirchensvisitatoren zu bestimmenden Taxe mit Gelde bezahlt wird. Die Einkünfte der Kasse werden zu Reparaturen der gedachten Kirchen, zum Neubau derselben und zu verschiedenen andern kirchlichen Zwecken verwandt. Ueber die Einnahmen und Ausgaben jeder einzelnen Kirche wurde früher eine besondere Rechnung geführt, doch so, dasz die Mittel aller Kirchen gemeinschaftlich verwaltet wurden; durch die Königliche Resolution vom 16ten Juli 1847 aber eine völlige Gemeinschaft der Kirchenmittel angeordnet, so dasz seitdem nur eine Rechnung über das gesammte Kirchenvermögen, sowie über die Einnahmen und Ausgaben sämmtlicher Probstei-Kirchen geführt wird.

Behufs der Auftheilung der Kirchenmittel wurden demnach folgende Beschlüsse gefasst:

- I. Die wirkliche Auftheilung des Kirchenvermögens ist erst nach Ablegung der Rechnung für das Jahr 1864 vorzunehmen und sind die Rechnungen der Kirchenjuraten der abgetretenen Kirchspiele für das gedachte Rechnungsjahr bei dem Kirchenkassirer einzuliefern, auch die Einzahlung der danach abzuliefernden Gelder zu beschaffen.
- II. Das am Schlusse des Rechnungsjahres 1864 vorhandene Capital nach Abzug der Capitalschulden ist nebst dem verbliebenen Kassebehalt und den Restanten aufzuteilen.
Die Vertheilung geschieht nach der Zahl der Kirchen, wobei bemerkt wird, dasz zur Unterhaltung und zum Ausbau der 8 abgetretenen Kirchen während der Jahre 1847 bis 1863 eine den Betrag der von den abgetretenen Kirchspielen aufgebrauchten Zehnten übersteigende Summe verwandt ist.
- III. Die nach der Rechnung pro 1864 etwa vorhandenen Restanten in den abgetretenen Kirchspielen werden in der Vergütungssumme gekürzt.
- IV. Die bisher an verschiedene Kirchenbediente in den ab-

getretenen Kirchspielen aus der gemeinschaftlichen Kirchenkasse bezahlte Vergütung z. B. an Balgentreter, sowie etwaige andre Ausgaben, die diese Kirchen allein betreffen, werden künftig selbstverständlich aus den eignen Mitteln derselben abzuhalten sein. Gleichfalls ist es eine Selbstfolge, dass die abgetretenen Kirchspiele künftig nicht mehr zu den bisher gemeinschaftlichen Ausgaben der Kirchenkasse beizutragen haben.

- V. Die früher von dem Kirchspiel Bjert an den Hospitalprediger in Hadersleben prästirte Lieferung von jährlich 6 Schipp Roggen und 8 Schipp Gerste, wofür der Geldbetrag bisher aus der gemeinschaftlichen Kirchenkasse an die Hospitalskasse einbezahlt worden, ist, damit das Hospital keine Einbusze erleidet, nach dem Durchschnittspreis der Kirchen-Korntaxe der Haderslebener Probstei für die letzten 5 Jahre zu capitalisiren und der zu 400 R (Mark Courant) dafür sich ergebende Capital Betrag in der auszuzahlenden Summe zu kürzen.
- VI. Die bisher an den Probst der Probstei Hadersleben aus der Kirchenkasse ausbezahlte Vergütung für eine Kornlieferung aus den abgetretenen Kirchspielen Öddis, Bjert und Heils bestehend in 19 Schipp Roggen und 25 Schipp Gerste wird mit Rücksicht darauf, dass die Funktion des gedachten Probstes in den abgetretenen Kirchspielen aufgehört hat, künftig von diesen Kirchspielen nicht mehr zu leisten sein.
- VII. Die unter dem Namen von Trabengeldern aus der gemeinschaftlichen Kirchenkasse an die Gelehrten Schule in Hadersleben jährlich bezahlte Summe, fällt, was diese abgetretener Kirchen betrifft, für die Zukunft weg, und ist von denselben nicht mehr zu entrichten.

Ebenfalls wird die Erlegung der Trabengelder an die Gelehrten Schule in Hadersleben aus den von Törning-Leben an das Königreich Dänemark abgetretenen Districten künftig analoger Weise wegfallen.

VIII. Die gleichfalls aus der gemeinschaftlichen Kirchenkasse an die Gelehrtenschule in Hadersleben bezahlte Summe für eine Kornlieferung von 1 Tonne Roggen und 1 Tonne Gerste nebst 6 R (Mark Courant) an Geld von jedem Kirchspiele wird von den 8 Abgetretenen für ihren Theil künftig nicht mehr zu entrichten sein.

IX. Der Beitrag der abgetretenen 8 Kirchspiele zu dem der Gelehrtenschule in Hadersleben zu gehörigen Stipendienfond für Studirende ist von diesen Kirchspielen künftig nicht mehr zu erlegen.

Der bisherige Beitrag des jetzt an das Königreich Dänemark abgetretenen Kirchspiels Vester-Vedsted zu dem Stipendienfond von 3 R (Mark Courant) ist ebenfalls künftig nicht mehr an die gedachte Schule zu entrichten.

An den vorhandenen Geldmitteln des Stipendienfonds, soweit dieselben aus Beiträgen von den Kirchen der Haderslebener Probstei und Törning-Lehen herrühren, musz sämmtlichen vom Amte Hadersleben abgetretenen Theilen ein entsprechender Theil zugesprochen werden und ist dieser Antheil nach Verhältnisz der Einwohnerzahl des Amtes und der Stadt Hadersleben zu ermitteln, wobei die Volkszählung von 1860 zu Grunde zu legen ist. Sollte es sich herausstellen, dasz die abgetretenen Districte noch auf anderweitige Zuschüsse dieses Fonds Anspruch hätten, so würde ihnen auch hiervon ein entsprechender Antheil zufliessen.

X. Der fernere Beitrag der abgetretenen 8 Kirchspiele zu dem Schulfond, welcher seine Mittel aus jährlichen Beiträgen aus der Kirchenkasse erhält, fällt weg.

Von dem Vermögen dieses Fonds, welches nach der bereits aufgemachten Rechnung für das Jahr 1864 nur 91 Mark Courant und 14 Schillinge beträgt, ist den vorgedachten Kirchspielen deren Antheil nach der Kirchenzahl zuzutheilen.

XI. Das dem Schullehrerpensionsfond gehörige Capital-Vermögen, welches mit Ausnahme eines den Schulen der Probstei Hadersleben verbleibenden Legates des Küsters Iwersen zu Steppinge, 7,725 R (Mark Courant) beträgt, ist nebst dem nach der bereits aufgemachten Rechnung für das Jahr 1864 verbliebenen baaren Kassenbehalte von 1,236 R (Mark Courant) nach Verhältnisz der Kirchenzahl aufzuteilen und den abgetretenen 8 Kirchspielen deren Antheil anzurechnen.

Dagegen übernehmen diese vom 1sten Januar 1865 an die Pensionirung der Wittwe des Küsters Schmidt in Öddis mit jährlich 60 R (Mark Courant), jener des abgegangenen Schullehrers Ravn in Veistrup mit 60 R (Mark Courant) und jener des abgegangenen Schullehrers Arsenholm in Tagkjærhaus mit 60 R (Mark Courant).

In Zukunft hören die Beiträge der abgetretenen Kirchspiele zu dem gedachten Schullehrerpensionsfond auf.

XII. An dem bei der Kirchenkasse belegten Legat der Pastorin Krahl aus Tyrstrup von 3000 R (Mark Courant), welches zur Anschaffung von Schulbüchern für die Landschulen der Probstei Hadersleben bestimmt ist, haben die Schulen in den abgetretenen 8 Kirchspielen Theil zu nehmen, und ist der denselben zukommende Theil nach Verhältnisz der Kirchenzahl zu berechnen.

XIII. Das den einzelnen Kirchen zugehörige, durch Erbschaft oder Gabe erworbene Vermögen, welches nach dem § 20 des Regulativs für die Verwaltung der gemeinschaftlichen Kirchenmittel der Probstei Hadersleben vom 18ten Juli 1853 in die Kirchenrechnung nicht aufgenommen ist, und vorüber die Kirchenjurateu Rechnung ablegen, verbleibt denselben und ist nicht Gegenstand der Theilung.

XIV. Alle Ausgaben, die aus der Zeit vor dem 30ten October 1864 herrühren, werden in den Rechnung pro 1864 aufgenommen und gemeinschaftlich getragen; dahin gehören namentlich die Kosten für die Erbauung einer

Orgel in der Tyrstruper Kirche und die Rechnung des Architekten für seine Mühewaltung bei dem Tyrstruper Kirchenbau. Etwaige Arbeiten, die erst nach dem 30ten October 1864 in Angriff genommen sein möchten, werden als gemeinschaftliche Kosten nicht mehr berechnet, selbst wenn sie früher projectirt gewesen, wohin namentlich die Planirung des Tyrstruper Kirchhofes gehört.

G. F. Schöller. von Poppenheim. von Stedingk.
(L. S.)

Beilage Nr. 6.

Actum Hadersleben den 20ten April 1865.

In Betreff der Theilung der Objecte jener Kirchspiele, welche durch die neue Grenze getrennt werden, wird Folgendes festgesetzt:

- I. In dem durch die neue Grenzlinie getheiltem Kirchspiele Kalvslund verbleibt das Kirchengebäude ohne weitere Abrechnung demjenigen Theile, auf dessen Gebiet dasselbe gelegen ist.

Das in Ländereien, Renten, Feste-Abgaben und Capitalien bestehende Vermögen der Kirche und das Pastorsrats des Kirchspiels Kalvslund, sowie die vorhandenen Armenhäuser und die dem Armenwesen gehörigen Capitalien, respt. die durch Taxation zu ermittelnden Werthe, werden nach Maszgabe der Contribution und der zur Ausgleichung zwischen Contribution und Hartkorn im Kirchspiel angenommenen Norm unter die Kirchspieltheile getheilt.

Die im Kirchspiel Kalvslund belegenen Schulgebäude und Schulgrundstücke werden, sofern deren Districte durch die neue Grenzlinie getheilt sind, je nachdem die Schule auf dem Königreich Dänemark zugefallenen Theil oder auf dem bei dem Herzogthum Schleswig verbliebenem Theil belegen ist, nach Bestimmung der Stifts-Obrigkeit in Ribe oder das Kirchen-Visitoriums für Törninglehn

entweder verkauft oder geschätzt und wird dem von der Schulcommune abgetrennten Theile entweder vom Verkaufswerth oder vom Taxationswerth der zur Schule gehörigen Grundstücke der nach Maszgabe der Norm für den Beitrag zu den Realschullasten ihnen gebührende Theile ausgezahlt.

- II. In Kirchspiel Hygum verbleibt das Kirchengebäude ohne weitere Abrechnung demjenigen Theile, auf dessen Gebiete dasselbe belegen ist. Von dem Kirchenvermögen und dem durch Schätzung zu ermittelndem Werth der Pastorat Ländereien wird dem durch die neue Grenzlinie vom übrigen Kirchspiel abgetrenntem Gebiete der nach Maszgabe der Volkszahl ihm gebührende Theil ausgezahlt. Das Gebäude und die Ländereien der zum Kirchspiel gehörigen Fädsted - Kamtrup - Harrebyer Schule werden je nach Bestimmung des Kirchen-Visitatoriums der Probstei Törninglehn entweder verkauft oder geschätzt und wird den durch die neue Grenzlinie vom Schuldistrict abgetrennten Gebieten von der Verkaufs- oder Schätzungssumme der nach Maszgabe der Contribution zu den Realschullasten ihnen gebührende Theil ausgezahlt.

- III. Zum Behufe der Auseinandersetzung zwischen den bisher von Einem Prediger verwalteten durch die neue Grenzlinie von einander getrennten Pastoraten der Kirchspiele Aller und Taps wird das in Aller belegenen Pastorat-Wohnhaus geschätzt und wird dem Kirchspiel Taps der ihm gebührende Antheil nach der Schätzungssumme ausgezahlt.

Das in dem Pastoratgebäude stehende, dem Prediger als zinsfreie Anleihe überlassene, aus einer früheren Vacanz herrührende Capital im Betrage von 4,203 R (Mark Courant) $12\frac{1}{2}$ β C., sowie ein bei Andreas Reimers in Hökelbjerg ausstehendes Capital, von welchem das Pastorat die jährlichen Zinsen mit 5 Reichsthaler 70 β dänischer R. M. genossen hat, werden zwischen dem Pasto-

rate zu Aller und Taps nach Maszgabe des Betrages der Predigerzehnten der Kirchspiele getheilt.

Von den Pastorat Ländereien verbleiben die innerhalb der Grenzen des Kirchspiels Aller gelegenen, sowie die in der Dorfschaft Hökelbjerg (Kirchspiel Tyrstrup) belegenen mit Holz bestandenen Landstücke Skoveruphave und Knek dem Aller Pastorat, während dem Tapser Pastorat die im Kirchspiel Taps belegenen Prediger Ländereien sowie das in der Dorfschaft Hökelbjerg (Kirchspiel Tyrstrup) belegene Pastoratland Rodemark zufällt. Die Prediger-Festen im Kirchspiel Aller und in der Dorfschaft Hökelbjerg (Kirchspiel Tyrstrup) sowie die von diesen eingekommenen Capitalien verbleiben dem Aller-Pastorate, während die Prediger-Festen im Kirchspiel Taps, sowie die davon und für die Abtretung von Tapser-Pastoratland an die Chaussee eingekommenen Gelder dem Tapser-Pastorat verbleiben.

Die von den Pastorate Aller und Taps zu leistenden Wittwen Pensionen sind nach Maszgabe des Prediger Zehnten künftig von den einzelnen Pastoraten zu leisten.

- IV. Die vom Kirchspiel Taps ausscheidende Dorfschaft Skoverup erhält nach Maszgabe der Contribution ihren Antheil an allen, dem Tapser-Pastorate gehörigen Grundstücken, Renten und Capitalien. Das Kirchengebäude jedoch und der auf das Kirchspiel Taps fallende Antheil an dem Vermögen der gemeinschaftlichen Kirchenkasse, verbleibt dem Territorium auf welchem die Kirche belegen ist, ohne weitere Abrechnung. Von dem durch Taxation zu ermittelndem Werthe der zur Tapser Schule gehörigen Grundstücke, erhält die Dorfschaft Skoverup ihren Antheil nach Maszgabe der Beitragspflicht zu den Realschul-lasten.
- V. Die vom Kirchspiel Frörup ausscheidende Dorfschaft Brænore erhält ihren Antheil von dem Werthe aller dem Pastorate für Frörup und dem Kirchspiel Frörup gehörigen

Grundstücke, Renten und Capitalen nach Abzug der darauf haftenden Schulden, und sind für diese Auseinandersetzung die sämmtlichen in Betracht kommenden Grundstücke einer Taxation zu unterlegen.

Die Theilung des Werthes der Pastorat Gebäude und der dem Kirchspiel Frörup gehörigen Pastorat Ländereien, Renten und Capitalien erfolgt nach der für die Beitragspflicht zu den Kosten des Neubaus der Pastorat Gebäude angenommenen Norm, die Theilung des Werthes der Steppinge und Frörup gemeinschaftlichen Armen Arbeitsanstalt nach der für den Neubau dieser Anstalt angenommenen Contributionsnorm, die Theilung des Werthes des alten Armenhauses nach bonitirten Tonnen, und die Theilung des Werthes der Gebäude und Ländereien der Schule nach Maszgabe der Beitragspflicht zu den Realschullasten.

Das Kirchengebäude und der auf das Kirchspiel Frörup fallende Antheil an dem Vermögen der gemeinschaftlichen Kirchenkasse verbleibt dem Gebiete auf welchem die Kirche gelegen ist ohne weitere Abrechnung.

- VI. Die Ober-Lerdte Schule nebst dem dazu gehörigen Schullande wird nach Bestimmung des Kirchen Visitatoriums der Probstei Hadersleben entweder geschätzt oder verkauft und wird den in Ödis Bramdrup belegenen von der Schulcommune durch die neue Grenzlinie abgetrennten Theilen entweder vom Taxationswerthe oder vom Verkaufswerthe der zur Schule gehörigen Grundstücke und Gebäude der nach Maszgabe ihrer Beiträge ihnen gebührende Theil ausgezahlt. Die im Rückstand gelassenen Beiträge zur Schule sind vorher zu berichtigen.
- VII. Die den Kirchspielen Aller, Taps, Vonsild und Hjernrup gemeinschaftlich gehörende, im Kirchspiel Taps belegene neu erbaute Armen-Arbeitsanstalt verbleibt den Kirchspielen Taps und Vonsild und scheiden die Kirchspiele Aller und Hjernrup von der Gemeinschaft aus. Die Kirchspiele Taps (excl. Skoverup) und Vonsild über-

nehmen demgemäsz auch die sämmtlichen auf der Anstalt haftenden Schulden und zahlen an jeden der ausscheidenden Districte den nach der bereits von den 4 Kirchspielen festgesetzten Vertheilungsnorm ihnen gebührenden Antheil an den, theils in baarem Gelde und theils in Natural-Præstationen und Lieferungen geleisteten Einschüssen, welche zum Betrage von 2,000 Rd. dänischer Reichsmünze angenommen werden, nach Abzug von 10 % von Betrage der Einschüsse zurück.

G. F. Schöller. von Stedingk. von Poppenheim.
(L. S.)

Beilage Nr. 7.

Actum Hadersleben den 17ten April 1865.

A. In Betreff der Auftheilung des Amts-Repartitionsfonds des Amtes Ribe wird bestimmt:

Nach den bei der Theilung des Amtsrepartitionsfonds des Amtes Hadersleben festgesetzten Grundsätzen ist auch der Amtsrepartitionsfond zwischen dem Amte Ribe und den von demselben abgetrennten, jetzt zum Herzogthum Schleswig gehörigen Districten folgendermaszen zu theilen.

- I. Der Kassebehalt, welcher sich ultimo März 1864 nach den Rechnungen pro 1863—64 vorfand, ist so zu theilen, dasz den abgetretenen Districten und den zurückbleibenden Theilen des Amtes ihr verhältnismässiger Antheil nach Hartkorn angerechnet und aus der Kasse ausgezahlt wird.
- II. Von der Ausschreibung für das Jahr 1864—65 ist den an das Herzogthum Schleswig abgetretenen Theilen von der auf sie pro 1864—65 repartirten Summe für die Zeit vom 1sten Nowember 1864 bis 31sten März 1865 mit $\frac{5}{12}$ gleich aus der Kasse auszuzahlen.
- III. Die festen und zufälligen Einnahmen des Amtsrepartitionsfonds pro 1864—65, doch mit Ausnahme des in diese Rechnung übertragenen Kassebhalts aus dem

Jahre 1863—64 und der Ausschreibung für das Jahr 1864—65, werden nach Hartkorn vertheilt und den abgetretenen Districten $\frac{7}{19}$ des auf diese Weise auf sie fallenden Theils gleich aus der Kasse ausgezahlt, während der Rest dieser Einnahmen dem beim Amte Ribe verbleibenden Theilen anzurechnen ist.

- IV. Der Kassebehalt, sowie die Restanten und etwalge Vorschüsse, welche sich dann nach Abhaltung aller budgetmäßigen Ausgaben pro 1864—65 am 1sten April 1865 vorfindet werden nach Hartkorn getheilt, eventuell ein mögliches Deficit in derselben Art gedeckt.

Die in den abgetretenen Districten verbliebenen Restanten werden in der Vergütungssumme gekürzt und sind jetzt von den schleswigschen Behörden zu erheben.

- V. Der Lohn an die Kirchspiel-Vögte in den abgetretenen Districten ist für das Jahr 1864 und der Beitrag an die Irrenanstalt für die Gemüthskranken aus diesen Districten ist bis zum 1sten April 1865 aus der bisher gemeinschaftlichen Kasse abzuhalten.

- B. Hinsichtlich der Theilung der Heil-Anstalten wird festgesetzt:

Die Krankenhäuser zu Ribe und Varde werden zum Werthe von resp. 2000 Rthlr. und 4000 Rthlr. dänisch Reichsmünze angenommen und erhalten die vom Amte Ribe abgetrennten, dem Herzogthum Schleswig einverbleibten Gebiete den nach Verhältnisz des Hartkorns ihnen gebührenden Antheil an den gedachten Gebäuden in Geld ausgezahlt.

- C. Hinsichtlich der Vertheilung des Schulfonds wird festgesetzt:

Die aus der Loh-Harde-Probstei herrührenden seither aus dem Ribener Amtsschulfond abgehaltene Pensionen an Schullehrer und Schullehrer Wittwen bestehen nach einer vom

Königlich dänischen Grenz-Regulirungs Commissair, Herrn Major von Schöller vorgelegten Liste in folgenden Posten für das Halbjahr vom 1sten Juli 1864 bis 31sten December 1864.

№	Namen des Pensionisten.	Pensionen in dänisch R. M.
		Rd. β
1.	Fallesen in Medolden	95. 91
2.	Hansens Wittve in Visby	33. 23 ¹ / ₂
3.	Jappen auf Föhr	120. 93 ¹ / ₂
4.	Keysen in Emmerlev	73. 3 ¹ / ₂
5.	Petersens Wittve in Mögeltönder	24. 25
6.	Rickner auf Föhr	55.
7.	Stuck auf Amrom	91. 51 ¹ / ₂
8.	Thamsens Wittve in Visby . . 31 Rd. » β Zulage für ein unconfirmirtes Kind 2 — 48 -	<hr/> 33. 48
9.	Jacobsen in Toftum	88. 77
10.	Bunde Degn auf Romö	11. 24
	Zusammen	<hr/> 627. 53

Diese Posten sind, soweit diese Pensionen seither aus communalen Mitteln abgehalten wurden, von der Loh-Harde-Probstei zu übernehmen, welcher dagegen ihre in den im Jahre 1856 errichteten Ribener Amts-Schulfond geleisteten Einschüsse, sowie der ihr gebührende Antheil an den etwaigen Uebersehüssen des Rechnungsjahres 1864—65 ausgezahlt werden. Die Pensionen sind aus dem Ribener Amts-Schulfond bis 31sten December 1864 ausbezahlt und hat hierüber eine Liquidation statt zu finden. Der seither aus der Königlich Dänischen Staatskasse ausgezahlte Beitrag zu diesen Pensionen wird von der Herzoglich Schleswigschen Staatskasse übernommen.

G. F. Schöller. von Stedingk. von Poppenheim.
(L. S.)

4.

Slutningsprotokol optagen d. 17de April 1866 af den i Henhold til Artiklerne XIV, XV og XVI i Fredstraktaten af 30te Oktober 1864 sammentraadte internationale Finantskommission.

Undertegnede Medlemmer af den internationale Kommission, som det er overdraget at tilveiebringe en endelig Ordning af det i Artiklerne XIV, XV og XVI i Fredstraktaten af 30te Oktober 1864 omhandlede finantsielle Mellemværende imellem Kongeriget Danmark paa den ene Side og Hertugdømmerne Slesvig, Holsteen og Lauenborg paa den anden Side, nemlig:

paa den Kongelig Danske Regjerings Vegne, Herr Etatsraad, Dr. med. Carl Emil Fenger og Herr Etatsraad, Departementsdirekteur Julius Thorvaldsen Schovelin;

paa den Kaiserlig Kongelig Østerrigske Regjerings Vegne: Herr Ministerialraad Eduard von Lakenbacher;

paa den Kongelig Preussiske Regjerings Vegne: Herr Geheime-Over-Finantsraad Johan Gustav Rudolph Meinecke have udført det dem overdragne Hverv ved at vedtage følgende Bestemmelser og Anordninger, og i Henhold til den dem af deres resp. høie Regjeringer meddelte specielle Bemyndigelse udfærdiget nærværende Slutningsprotokol.

A.

Angaaende Udleveringen af de i Artikel XIV af Fredstraktaten omhandlede Fonds etc.

Artikel 1.

Den danske Regjering har i Overensstemmelse med Fredstraktatens Artikel XIV udleveret til Hertugdømmernes Regjering af Kautioner, Deposita, Legater og andre Fonds de i de vedlagte Fortegnelser (Bilag 1, 2 og 3) anførte Dokumenter, Værdipapirer og Pengebeløb, som de i Afskrift vedlagte Kommissionsforhandlinger af 5te September f. A., 2den December f. A. og 27de Marts d. A. nærmere udvise.

Forsaavidt en saadan Udlevering ikke har fundet Sted, enten fordi et Forlangende derom ikke er blevet stillet eller fordi dets Opfyldelse er bleven nægtet, forbeholdes det de vedkommende Private, Kommuner, offentlige Institutioner og Korporationer at forfølge deres Retskrav.

Samtlige den almindelige Brandkasse for Kjøbstæderne i Hertugdømmerne Slesvig og Holsteen, Pensionsfonden for det slesvig-holsteenske Brandforsikkrings-Kontors Personale, Pensionsfonden for afskedigede Branddirektører og Fængselsbygningsfonden tilhørende Effekter ere rigtig og fuldstændig udleverede, og der kan med Hensyn til dem ikke stilles yderligere Fordringer af Hertugdømmernes Regjering til den danske Regjering.

Artikel 2.

For Udleveringen af de hos den danske Regjering deponerede Embedskautioner ere følgende Regler blevne fastsatte:

„Kautitionerne for de Embedsmænd, der ere forblevne i Hertugdømmernes Tjeneste, udleveres ufortøvet til Hertugdømmernes Regjering. Saafremt imidlertid Kautitionerne ere blevne stillede af en Anden end Embedsmanden selv, udfordres hertil Eiermandens Samtykke. Hertugdømmernes Regjering udfærdiger Depositbeviser, som udleveres til de Personer, der have stillet Kautitionerne, imod Tilbagelevering af de af den danske Regjering i sin Tid udfærdigede Depositbeviser; disse blive af Hertugdømmernes Regjering tilstillede den danske Regjering. Kautitionerne for de Embedsmænd, der ere blevne afskedigede fra deres Embede i Hertugdømmerne, udleveres ikke til Hertugdømmernes Regjering, men direkte til de Personer, der have stillet Cautionerne. Dette skeer ufortøvet, medmindre den danske Regjering og Hertugdømmernes Regjering blive enige om, at en eller anden af disse Kautitioner helt eller delvis skal holdes tilbage til Dækning af mulige Defekter.”

Disse Regler ville ligeledes komme til Anvendelse ved Udleveringen af de endnu tilbagestaaende Kautitioner.

De af Sukkerraffinadeur Charles de Voss & Comp. i Itzehoe for tilstaaet Toldkredit deponerede Kautions effekter udleveres ufortøvet til Hertugdømmernes Regjering, som derimod skal afgive til den danske Regjering 63 pCt., Tredsidstyve og Tre Procent af det Beløb, som indkommer ved Forfølgelsen af den paagjældende Fordring i Anledning af Toldrestancen.

De Renter af Kautionerne, der ere betalte eller fremdeles endnu ville blive betalte af Hertugdømmernes Kasser, paa de af den danske Regjering udstedte Gjældsfor skrivinger, ville af den danske Regjering blive tagne i Afregning ved den Liqvidation, som skal foretages i Henhold til Fredstraktatens Artikel X.

I de Tilfælde, i hvilke Kautionen er bleven indbetalt i rede Penge, vil Beløbet ved den paagjældende Gjældsfor skrivinges Indløsning blive tilbagebetalt kontant, og hvor dette udtrykkelig er betinget, i Speciesdalere.

Artikel 3.

Forsaavidt der blandt de hidtil deponerede Obligationer findes saadanne, som af den danske Finantsbestyrelse ere indkaldte til Ombytning, skulle deres Eiere hverken med Hensyn til den senere Ombytning eller med Hensyn til Rentebetalingen komme til at lide Tab ved forsømt Indsendelse af Obligationerne til Finantsministeriet.

Flere af de hidtil deponerede Værdipapirer ere forsynede med Paategning om, at der ikke kan disponeres over dem uden Samtykke af de paagjældende danske Ministerier eller af andre Autoriteter. Det forbeholdte Samtykke vil herefter være at meddele af Hertugdømmernes Regjering i alle de Tilfælde, hvor den ifølge Fredstraktaten er traadt i Stedet for de danske Ministerier eller Autoriteter. Det danske Statsgjældskontor vil nøie paasee dette ved alle forefaldende Noteringer, Ombytninger og Uddragninger af Indskrivningsbøgerne og vedkommende Autoriteter i Hertugdømmerne ville forsyne de omhandlede Obligationer med Paategning om, at der til Disposition

over samme for Fremtiden udfordres deres Samtykke istedetfor det tidligere fornødne Samtykke af vedkommende danske Autoriteter. En Undtagelse fra denne Fremgangsmaade finder imidlertid Sted med Hensyn til Indskrivningsbeviserne; disse kunne kun af det danske Finantsministerium forsynes med Paategninger; men naar Hertugdømmernes Regjering ved Indskrivningsbevisernes Indsendelse til Finantsministeriet opgive, hvad der for Fremtiden skal gjælde om Overtilsynet eller Overbestyrelsen, vil en Bemærkning herom blive optaget saavel i Indskrivningsbøgerne som paa Indskrivningsbeviserne.

Artikel 4.

Den af de forhenværende Ministerier for Hertugdømmet Slesvig og for Hertugdømmerne Holsteen og Lauenborg bestyrede Halvdel af det Schütz-Grønlandske Legat for trængende Embedsmænds Enker og Børn vil af den danske Regjering ufortøvet blive udleveret til Hertugdømmernes Regjering.

Med Hensyn til det Stistrupske Legat til Bibles Uddeling skal den danske Regjering være forpligtet til at tilstille Hertugdømmet Slesvigs Regjering hvert Aars 1ste Juni en Syvende-deel af de for Legatets Regning indkjøbte Bibler og andre Bøger til Uddeling i de dansktalende Distrikter i Hertugdømmet Slesvig.

Paa Hertugdømmernes Vegne opgives herved Fordringen paa Udbetaling af Kapitalværdien af de i vedlagte Fortegnelse 4 nævnte Renter til Kirker og Skoler p. p. imod Indrømmelsen af en Affindelssum af 60,000 Rd., Tredsindstyve Tusinde Rigsdaler, som kommer til Afdrag paa den Danmark fra Hertugdømmerne ifølge Artikel 11 tilkommende Aversionsalsum.

Artikel 5.

Paa de den 2den December f. A. udleverede, de slesvigske og holsteenske Lodspensionskasser tilhørende Fonds og paa Hertugdømmernes Andele af det Schütz-Grønlandske Fond hvile de i de vedlagte Fortegnelser (Bilag 5 og 6) anførte Pensioner og Understøttelser, der fremdeles ville være at afholde af samme.

Artikel 6.

Paa Pensionsfonden for det forhenværende slesvig-holsteenske Brandforsikkrings-Kontors Personale og for afskedigede Branddirektører hvile de i den vedlagte Fortegnelse 7 angivne Pensioner, som Hertugdømmernes Regjering vil foranstalte udbetalte fra den 1ste April 1866 at regne.

Huuseierne i den tidligere til Hertugdømmet Slesvig, nu til Kongeriget Danmark hørende Kjøbstad Ærøeskjøbing have Andeel i Kjøbstædernes Brandkassefond i samme Forhold, hvori deres Bygningers Brandforsikkringssum staaer til Brandforsikkringssummerne af samtlige de Bygninger, som tilhøre de øvrige Interessenter i Hertugdømmerne Slesvig og Holsteens Kjøbstæders Brandkasse. De have fremdeles Krav paa af denne Brandkasse at erholde den reglementerede Godtgjørelse for de inden den 30te Oktober 1863 paa deres Bygninger indtrufne Brandskader. Derimod ere de forpligtede til at udrede de for Tiden fra 1ste Juli 1863 indtil ult. Juni 1864 udskrevne Brandkassebidrag med en fjerdedel Procent af deres Bygningers Generalbrandforsikkringssum og Brandkassebidragene for Tiden fra 1ste Juli til 31te Oktober 1864 med det Beløb, som nærmere vil blive fastsat. De vedkommende Autoriteter i Kongeriget og Hertugdømmerne ville komme overeens om Størrelsen af disse Beløb og foranledige, at den fremkommende Saldo derefter ufortøvet afgjøres ved kontant Betaling. Fra den 30te Oktober 1864 træder Byen Ærøeskjøbing ud af enhver Forbindelse med Kjøbstædernes Brandkasse i Hertugdømmerne Slesvig og Holsteen. De forhen til Hertugdømmet Slesvig hørende, ved Fredstraktaten i Kongeriget Danmark indlemmede Landdistrikter træde fra 30te September 1864 af at regne ud af det Fællesskab, som med Hensyn til Immobiliar-Brandforsikkringsvæsenet indtil da har fundet Sted imellem dem og de øvrige Landdistrikter i Hertugdømmerne Slesvig og Holsteen. Indtil dette Tidspunkt have de at udrede de i Overeensstemmelse med Anordningerne fastsatte Bidrag til de slesvigske og holsteenske Landdistrikters

Brandforsikringsvæsen, hvorimod der tilkommer dem den reglementerede Godtgjørelse for indtrufne Brandskader. Om den nærmere Fastsættelse heraf ville de paagjældende Autoriteter i Kongeriget og Hertugdømmerne komme overeens.

Artikel 7.

Det til Amortisation af de holsteenske Kasseanviisninger bestemte Depositum udgjør 308,276 Rd. 53³/₄ β , Tre Hundrede og Otte Tusinde, To Hundrede Halvfjerdssindstye og Sex Rigsdaler, tre og halvtredsindstye og tre fjerdedel Skilling, og er indbefattet i de Kassebeholdninger, hidrørende fra Hertugdømmernes særlige Indtægter, som befandtes i de offentlige Kasser paa den Tid, Forbundsexecutionen og Besættelsen af disse Lande foregik. Totalbeløbet af disse Kassebeholdninger med Tillæg af Kasseanviisnings-Amortisationsfonden og efter Fradrag af de Hertugdømmernes Specialforvaltning paabvilende Udgifter, er i rund Sum fastsat til en Million Rigsdaler.

B.

Angaaende Fordelingen af Pensionsbyrden og Udgifterne til Pensioneringen af de militaire Underklasser.

Artikel 8.

Af Kongerigets og Hertugdømmernes tidligere særlige Pensioner udredes fremdeles de i den vedlagte Fortegnelse A (Bilag 8) anførte Pensioner til et aarligt Beløb af 164,346 Rd. 69 β , Eet Hundrede, Tredsindstye og Fire Tusinde, Tre Hundrede, Fyrgetyve og Sex Rigsdaler, ni og tresindstye Skilling, af Kongeriget, og de i den vedlagte Fortegnelse C (Bilag 9) anførte Pensioner til et aarligt Beløb af 56,467 Rd. 84 β , Halvtredsindstye og Sex Tusinde, Fire Hundrede, Tredsindstye og Syv Rigsdaler, fire og firsindstye Skilling, af Hertugdømmerne.

Af de øvrige Pensioner overtages de i den vedlagte Fortegnelse B (Bilag 10) anførte Pensioner til et aarligt Beløb af 1,471,968 Rd. 31 β , Een Million, Fire Hundrede, Halv-

B. 4. Den internationale Finantskommissions Slutningsprotokol. 687

fjerdsindstyve og Eet Tusinde, Ni Hundrede Tredsindstyve og Otte Rigsdaler, een og tredive Skilling, af Kongeriget, og de i den vedlagte Fortegnelse D (Bilag 11) anførte Pensioner til et aarligt Beløb af 208,962 Rd. 46 β , To Hundrede og Otte Tusinde, Ni Hundrede Tredsindstyve og To Rigsdaler, sex og fyrgetyve Skilling af Hertugdømmerne til Udredelse fra den 1ste April 1865 at regne.

Artikel 9.

Af Pensionerne til Personer af de militaire Underklasser overtage Hertugdømmerne fra 1ste April 1865 de i den vedlagte Fortegnelse (Bilag 12) anførte Pensioner til Beløb 28,467 Rd. 13 β , Tyve og Otte Tusinde, Fire Hundrede Tredsindstyve og Syv Rigsdaler, tretten Skilling; alle øvrige Pensioner til de militaire Underklasser betales af Kongeriget.

Christians-Pleiehuus i Eckernførde tilfalder Hertugdømmernes Regjering; de øvrige Aktiver ved de til Forsørgelse af de militaire Underklasser bestemte Fonds vedblive at tilhøre Kongeriget.

Artikel 10.

De eventuelle Pensioner til pensionerede Embedsmænds Efterladte afholdes af det Land, som har overtaget Mændenes Pensioner.

Artikel 11.

For den i Forhold til Kongerigets Folkemængde for store Byrde af aarlige Pensionsudbetalinger, som det ved Artiklerne 8, 9 og 10 har overtaget, erholder det af Hertugdømmerne udbetalt en Aversionalsum af 4,800,000 Rd., Fire Millioner Otte Hundrede Tusinde Rigsdaler. Herved bortfalde tillige alle gjensidige Fordringer paa Godtgjørelse for Afholdelsen af Pensionsudgifter før den 1ste April 1865.

I denne Aversionalsum af	4,800,000 Rd.
bringes forud til Afdrag:	
1) det i Artikel 7 fastsatte Beløb af Hertugdømmernes Kassebeholdninger med	
1,000,000 Rd.	
2) den i Artikel 4 nævnte Godtgjørelse af	60,000 —
	1,060,000 —
Restbeløbet . . .	3,740,000 Rd.
forrentes fra 1ste April 1865 at regne med 4 pCt. og afbetales paa følgende Maade:	
Renterne fra 1ste April 1865 til 31te Marts 1866 udgjøre	149,600 —
	3,889,600 Rd.
Senest 6 Uger efter nærværende Slutningsprotokols Underskrift afdrages	1,500,000 —
	2,389,600 Rd.
og desuden Renterne af 1,500,000 Rd. til 4 pCt. fra 1ste April 1866 indtil Betaling skeer.	
Renterne fra 1ste April 1866 til 31te Marts 1867	95,584 —
	2,485,184 Rd.
Den 1ste April 1867 afdrages	500,000 —
	1,985,184 Rd.
Renterne fra 1ste April 1867 til 30te September 1867	39,704 —
	2,024,888 Rd.
Den 1ste Oktober 1867 afdrages	500,000 —
	1,524,888 Rd.
Renterne fra 1ste Oktober 1867 til 31te Marts 1868	30,497 —
	1,555,385 Rd.

B. 4. Den internationale Finantskommissions Slutningsprotokol. 689

	Transport . . .	1,555,385 Rd.
Den 1ste April 1868 afdrages	500,000 —	
		<u>1,055,385 Rd.</u>
Renterne fra 1ste April 1868 til 30te September		
1868	21,108 —	
		<u>1,076,493 Rd.</u>
Den 1ste Oktober 1868 afdrages	500,000 —	
		<u>676,493 Rd.</u>
Renterne fra 1ste Oktober 1868 til 31te Marts		
1869	11,530 —	
		<u>588,023 Rd.</u>
Den 1ste April 1869 afdrages	588,023 —	

Betalingen af de fornævnte Beløb skeer ved Finants-hovedkassen i Kjøbenhavn.

Artikel 12.

De i andet Stykke af Artikel 8 og i Artikel 9 omhandlede Pensioner kunne inddrages eller nedsættes i Overensstemmelse med Bestemmelserne respective i Pensionsloven af 24de Februar 1858 og Loven af 9de April 1851, uden at det ene Land derved erholder nogen Fordring paa Godtgjørelse af det andet Land. Dog skal Samtykke af den Regjering, som udreder Pensionen, ikke være nødvendigt for at Pensionister af den nævnte Kategori, hvis Pensioner afholdes af Kongeriget, modtage Ansættelse i Hertugdømmerne og omvendt.

I Tilfælde af saadan Gjenansættelse bliver den fastsatte Pension fremdeles at udbetale, og det vil komme til at beroe paa Overenskomst imellem Pensionisten og den Regjering, som ansætter ham, hvorvidt Pensionen skal medregnes ved Fastsættelsen af den nye Embedsindtægt eller paa anden Maade komme i Betragtning ved Betingelserne for hans Ansættelse.

Artikel 13.

Hertugdømmernes Regjering vil lade udbetale for den danske Regjerings Regning de Kongeriget ifølge det Foranstaaende paahvilende Pensioner til Personer, der tage Bopæl i Hertugdømmerne, ved Hovedkassen og Amtstuerne i Hertugdømmerne, naar den danske Regjering derom fremsætter Begjæring. Ligeledes vil den danske Regjering, naar Hertugdømmernes Regjering derom fremsætter Begjæring, for denne Regjerings Regning udbetale de ifølge det Foranstaaende Hertugdømmerne paahvilende Pensioner til Personer, der tage Bopæl i Kongeriget, ved Finantshovedkassen og Amtstuerne i Kongeriget. Over de udbetalte Summer bliver inden 14 Dage efter hvert Quartals Slutning en Fortegnelse at tilstille de respective Regjeringer, og den Regjering, som herefter bliver den anden et Beløb skyldig, vil inden Udløbet af de næste 4 Uger tilstille den anden Beløbet. Eventuelle Berigtigelser afgjøres ved Liquidationen for det næste Quartal.

C.

Angaaende Apanagerne, den almindelige Enkekasse og Livrente- og Forsørgelsesanstalten af 1842 samt Livsforsikringsanstalten i Kjøbenhavn.

Artikel 14.

De i Fredstraktatens Artikel XVI nævnte fyrstelige Personer oppebære følgende Apanager:

Hendes Majestæt Enkedronning Caroline Amalie	120,000 Rd.
Hendes Kongelige Høihed Arveprindsesse Caroline	42,000 —
Hendes Kongelige Høihed Hertuginde Wilhelmine Marie af Glücksborg	54,000 —
Hendes Høihed Hertuginde Caroline Charlotte Marianne af Mecklenborg-Strelitz	16,000 —
Hendes Høihed Enkehertuginde Louise Caroline af Glücksborg	5,060 —

B. 4. Den internationale Finantskommissions Slutningsprotokol. 691

Hans Høihed Prinds Frederik af Hessen	1,600 Rd.
Deres Durchlauchtigheder, Prindsesserne Charlotte Victoria og Amalie af Slesvig-Holsteen-Sønder- borg-Augustenburg	1,200 —

Af disse Apanager udredes 63 pCt., Tredsindstyve og Tre Procent af Kongeriget og 37 pCt., Tredive og Syv Procent af Hertugdømmerne fra den 30te Oktober 1864 at regne. For de Apanager, som ere udredede for Tidsrummet indtil den 30te Oktober 1864 have hverken Hertugdømmerne at tilsvare Kongeriget eller Kongeriget Hertugdømmerne nogen Godtgjørelse.

Ligeledes udreder Kongeriget 63 pCt., Tredsindstyve og Tre Procent og Hertugdømmerne 37 pCt., Tredive og Syv Procent af det Statstilskud, som udfordres til Dækning af den almindelige Enkekasses aarlige Underbalance.

Artikel 15.

Apanager og Enkekassepensioner til Personer, som ere bosatte i Hertugdømmerne, ville, naar den danske Regjering begjærer det, blive udbetalte af Hertugdømmernes Regjering ved Hovedkassen og Amtstuerne i Hertugdømmerne.

En Fortegnelse over de saaledes betalte Beløb bliver inden 14 Dage efter hvert Quartals Udløb af Hertugdømmernes Regjering at tilstille den danske Regjering, som inden Udløbet af de næste 14 Dage har at meddele Hertugdømmernes Regjering en Fortegnelse over de Apanager og Enkekassetilskud, som ere udbetalte af den danske Regjering i Quartalets Løb. Derhos meddeler den sidstnævnte Regjering en Fordeling af den hele af begge Regjeringer udgivne Sum efter Forholdstallet 63:37 og en Opgjørelse af, hvormeget derefter den ene Regjering er bleven den anden skyldig. Dette Beløb bliver at udbetale inden Udløbet af de derefter følgende 14 Dage, forsaavidt den danske Regjering har et Beløb tilgode, ved Finantshovedkassen i Kjøbenhavn, og forsaavidt Hertugdømmernes Regjering har et Beløb tilgode, ved sammes Hoved-

kasse. Eventuelle Berigtigelser afgjøres ved Liquidationen for det næste Kvartal.

Den danske Regjering tilstiller inden Udløbet af 2 Maa-
neder, efter at denne Protokol er undertegnet, Hertugdømmernes
Regjering en Meddelelse om, hvilke Beløb den danske Stats-
kasse indtil Udgangen af Finantsaaret 1865—66 har maattet
tilskyde for at dække Enkekassens Underbalance. Ligeledes
meddeler den, hvilket Beløb den efter 30te Oktober 1864 har
udbetalt af de ovenfor nævnte Apanager. Inden samme Frist
tilstiller Hertugdømmernes Regjering den danske Regjering en
Meddelelse om, hvilke Beløb den har udbetalt for Enkekassens
Regning uden at disse endnu ere salderede, og hvilket Beløb
den efter den 30te Oktober 1864 har udbetalt af de ovenfor
nævnte Apanager. Den danske Regjering opgjør derpaa efter
Forholdstallet 63 : 37, hvormeget den ene Regjering er den
anden skyldig, og dette Beløb bliver at betale inden Udløbet
af de derefter følgende 14 Dage, forsaavidt den danske Re-
gjering har et Beløb tilgode, ved Finantshovedkassen i Kjøben-
havn, og forsaavidt Hertugdømmernes Regjering har et Beløb
tilgode, ved sammes Hovedkasse.

Artikel 16.

Med Hensyn til Forholdet imellem Livsforsikringsanstalten
i Kjøbenhavn samt Livrente- og Forsørgelsesanstalten af 1842
og Interessenterne i Hertugdømmerne bestemmes:

a. Udbetalinger fra Livsforsikringsanstalten finde kun
Sted i Kjøbenhavn; Indbetalinger dertil kunne skee til de af
Direktionen ansatte Agenter, saalænge saadanne findes.

b. Livrente- og Forsørgelsesanstaltens Udbetalinger til
Interessenterne i Hertugdømmerne besørges af Hovedkassen og
Amtstuerne i Hertugdømmerne efter Anvisninger, som den
danske Regjering tilstiller Hertugdømmernes Regjering senest
8 Dage, førend Udbetalingerne skulle finde Sted. Hertug-
dømmernes Regjering tilstiller inden 14 Dage efter hvert Qvar-
tals Udløb den danske Regjering en Fortegnelse over de for
Livrente- og Forsørgelsesanstaltens Regning i Qvartalets Løb

afholdte Udgifter, som derpaa bringes til Afdrag i det Beløb, som Hertugdømmernes Regjering har at tilsvare som Bidrag til de i samme Kvartal udbetalte Enkekassetilskud.

Indbetalingerne til Livrente- og Forsørgelsesanstalten maae i Almindelighed gjøres direkte til Anstaltens Kasse; for de af Anstalten udstedte Policers Vedkommende, med Hensyn til hvilke Hertugdømmernes Regjering afgiver den Erklæring, at den vil indestaae for Præmiernes Betaling i rette Tid, har Anstalten at betragte Præmierne som betalte til Forfaldstiden. De i hvert Kvartal forfaldne Præmier blive af Hertugdømmernes Regjering at indbetale til den danske Regjering samtidig med Hertugdømmernes Bidrag til de i samme Kvartal udbetalte Enkekassetilskud.

c. Dersom Livrente- og Forsørgelsesanstalten af 1842 eller Livsforsikringsanstalten i Kjøbenhavn nogensinde skulde blive ude af Stand til at opfylde deres planmæssige Forpligtelser imod de Interessenter i Hertugdømmerne, der forinden den 30te Oktober 1864 ere indtraadte i Anstalterne, vil det paahvile Kongeriget Danmarks Statskasse, som Anstalternes Garant, at tilskyde det Manglende.

D.

Artikel 17.

De Betalinger, som ifølge denne Overenskomst skulle uddrages af Kongeriget til Hertugdømmerne eller omvendt, skee i dansk Rigmønt eller i Hamburger Banco, 2 Rigsdaler dansk lig 3 Mark Banco.

Dets til Bekræftelse vore egenhændige Underskrifter og hostrykte Segl.

Kjøbenhavn, den 17de April 1866.

(undert.) Fenger. (undert.) Schovelin.

(L. S.) (L. S.)

(undert.) Lakenbacher. (undert.) Meinecke.

(L. S.) (L. S.)

Herved bemyndiger jeg Dem til at undertegne den internationale Finantskommissions Slutningsprotokol, hvortil Udkastet er blevet vedtaget i Mødet den 29de Marts d. A. og mod hvis Indhold og Ordlyd jeg Intet har at erindre, paa den Kongelig Danske Regjerings Vegne endelig og med den Virkning, at ved samtlige Kommissairers Underskrift træde de i denne Protokol indeholdte Forpligtelser og Bestemmelser gjen-
sidig i Kraft.

Udenrigsministeriet, Kjøbenhavn den 14de April 1866.

(undert.) C. E. Jucl-Vind-Frijs.

Til

De Herrer

Etatsraad, Dr. med. Fenger, Commandeur af
Danebrogen og Danebrogsmand,
og Etatsraad, Departementsdirecteur Schovelin,
Ridder af Danebrogen og Danebrogsmand,
som den Kongelig Danske Regjerings Kommissairer
ved den internationale Finantskommission.

Wien, am 10ten April 1866.

Wohlgeborner Herr!

Euer Wohlgeboren werden hiermit ermächtigt, das Schlussprotocoll der internationalen Finanzcommission, dessen Entwurf in der Sitzung vom 29sten März d. J. vereinbart wurde, und dessen Inhalt und Wortlaut die Kais. Kön. österreichische Regierung genehmigt hat, Namens derselben endgültig und mit der Wirkung zu unterzeichnen, dass durch die vollzogene Unterschrift der betheiligten Commissäre die in diesem Protocoll enthaltenen Verbindlichkeiten und Festsetzungen gegenseitig in Kraft treten.

Empfangen Dieselben die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

(undert.) Mensdorff.

Sr.

des Herrn Ritters von Lackenbacher
Wohlgeboren
Copenhagen.

B. 4. Den internationale Finantskommissions Slutningsprotokol. 695

Berlin, den 6ten April 1866.

Euere Hochwohlgeboren ermächtigte ich hiermit, das Schluss-Protokoll der internationalen Finanz-Commission, dessen Entwurf in der Sitzung vom 29sten März d. J. vereinbart wurde und mit dessen Inhalt und Wortlaut ich einverstanden bin, Namens der Königlichen Regierung endgiltig und mit der Wirkung zu unteszeichnen, dass durch die vollzogene Unterschrift der beteiligten Commissare die in diesem Protokolle enthaltenen Verbindlichkeiten und Festsetzungen gegenseitig in Kraft treten.

Der Königlich Preussische Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

(undert.) v. Bismarck.

An
den Königlichen Geheimen Ober-Finanzrath
Herrn Meinecke
Hochwohlgeboren
Kopenhagen.

C.

1.

Gasteinerovereenskomsten.

Ihre Majestäten der König von Preussen und der Kaiser von Oesterreich haben sich überzeugt, dass das bisher bestandene Condominium in den von Dänemark durch den Friedensvertrag vom 30. October 1864 abgetretenen Ländern zu Unzukömmlichkeiten führt, welche gleichzeitig das gute Einvernehmen zwischen Ihren Regierungen und die Interessen der Herzogthümer gefährden. Ihre Majestäten sind deshalb zu dem Entschlusse gelangt, die Ihnen aus dem Artikel III des erwähnten Tractates zufließenden Rechte fortan nicht mehr gemeinsam auszuüben, sondern bis auf weitere Vereinbarung die Ausübung derselben geographisch zu theilen.

Zu diesem Zwecke haben:

Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchst Ihren Präsidenten des Staats-Ministeriums und Minister der auswärtigen Angelegenheiten Otto von Bismarck-Schönhausen, Ritter des Schwarzen Adler-Ordens, Grosskreuz des St. Stephans-Ordens u. s. w.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich Allerhöchst Ihren wirklichen Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Bayerischen Hofe Gustav Grafen von Blome, Ehrenritter des souverainen Johanner-Ordens u. s. w.

zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, welche nach Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten über die nachfolgenden Artikel übereingekommen sind.

Artikel 1. Die Ausübung der von den hohen vertragsschliessenden Theilen durch den Art. III des Wiener Friedens-

tractates vom 30. October 1864 gemeinsam erworbenen Rechte, wird unbeschadet der Fortdauer dieser Rechte beider Mächte an der Gesamtheit beider Herzogthümer, in Bezug auf das Herzogthum Schleswig auf Seine Majestät der König von Preussen, in Bezug auf das Herzogthum Holstein auf Seine Majestät den Kaiser von Oesterreich übergeben.

Artikel 2. Die hohen Contrahenten wollen am Bunde die Herstellung einer Deutschen Flotte in Antrag bringen, und für dieselbe den Kieler Hafen als Bundeshafen bestimmen. Bis zur Ausführung der desfallsigen Bundesbeschlüsse benutzen die Kriegsschiffe beider Mächte diesen Hafen, und wird das Commando und die Polizei über denselben von Preussen ausgeübt. Preussen ist berechtigt, sowohl zur Vertheidigung der Einfahrt Friedrichsort gegenüber die nöthigen Befestigungen anzulegen, als auch auf dem Holsteinischen Ufer der Bucht die dem Zwecke des Kriegshafens entsprechenden Marine-Etablissements einzurichten. Diese Befestigungen und Etablissements stehen gleichfalls unter Preussischem Commando, und die zu ihrer Besatzung und Bewachung erforderlichen Preussischen Marine-truppen können in Kiel und Umgegend einquartirt werden.

Artikel 3. Die hohen contrahirenden Theile werden in Frankfurt beantragen, Rendsburg zur Deutschen Bundesfestung zu erheben.

Bis zur bundesgemässen Regelung der Beatzungsverhältnisse dieser Festung wird deren Garnison aus Königlich Preussischen und Kaiserlich Oesterreichischen Truppen bestehen, mit jährlich am 1. Juli alternirenden Commando.

Artikel 4. Während der Dauer der durch Art. 1 der gegenwärtigen Uebereinkunft verabredeten Theilung wird die Königlich Preussische Regierung zwei Militär-Strassen durch Holstein, die eine von Lübeck auf Kiel, die andere von Hamburg auf Rendsburg, behalten.

Die näheren Bestimmungen über die Etappenplätze der Truppen, so wie über den Transport und Unterhalt der Truppen werden ehestens durch eine besondere Convention geregelt

werden. Bis dies geschehen, gelten die für die Preussischen Etappenstrassen durch Hannover bestehenden Bestimmungen.

Artikel 5. Die Königlich Preussische Regierung behält die Verfügung über einen Telegraphendraht zur Verbindung mit Kiel und Rendsburg, und das Recht, Preussische Postwagen mit ihren eigenen Beamten auf beiden Linien durch das Herzogthum Holstein gehen zu lassen.

Insoweit der Bau einer directen Eisenbahn von Lübeck über Kiel zur Schleswigschen Grenze noch nicht gesichert ist, wird die Concession dazu auf Verlangen Preussens für das Holsteinische Gebiet unter den üblichen Bedingungen ertheilt werden, ohne das ein Anspruch auf Hoheitsrechte in Betreff der Bahn von Preussen gemacht werden wird.

Artikel 6. Es ist die übereinstimmende Absicht der hohen Contrahenten, dass die Herzogthümer dem Zollvereine beitreten werden. Bis zum Eintritt in den Zollverein, respective bis zu anderweitiger Verabredung, besteht das bisherige, beide Herzogthümer umfassende Zollsystem unter gleicher Theilung der Revenüen desselben fort. In dem Falle, dass es der Königlich Preussischen Regierung angemessen erscheint, noch während der Dauer der im Art. 1 der gegenwärtigen Uebereinkunft verabredeten Theilung Unterhandlungen Behufs des Beitritts der Herzogthümer zum Zollvereine zu eröffnen, ist Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich bereit, einen Vertreter des Herzogthums Holstein zur Theilnahme an solchen Verhandlungen zu bevollmächtigen.

Artikel 7. Preussen ist berechtigt, den anzulegenden Nord-Ostsee-Canal, je nach dem Ergebniss der von der Königlich Regierung eingeleiteten technischen Ermittlungen, durch das Holsteinische Gebiet zu führen. In so weit dies der Fall sein wird, soll Preussen das Recht zustehen, die Richtung und die Dimensionen des Canals zu bestimmen, die zur Anlage erforderlichen Grundstücke im Wege der Expropriation, gegen Ersatz des Werthes, zu erwerben, den Bau zu leiten, die Aufsicht über den Canal und dessen Instandhaltung zu führen,

und das Zustimmungsrecht zu allen denselben betreffenden reglementarischen Bestimmungen zu üben. Transitzölle oder Abgaben von Schiff und Ladung, ausser der für die Benutzung des Canals zu entrichtenden, von Preussen für die Schiffe aller Nationen gleichmässig zu normirenden Schiffahrtsabgabe, dürfen auf der ganzen Ausdehnung des Canals nicht erhoben werden.

Artikel 8. An den Bestimmungen des Wiener Friedensvertrages vom 30. October 1864 über die von den Herzogthümern sowohl gegenüber Dänemark als gegenüber Oesterreich und Preussen zu übernehmenden finanziellen Leistungen wird durch die gegenwärtige Uebereinkunft nichts geändert, doch soll das Herzogthum Lauenburg von jeder Beitragspflicht zu den Kriegskosten befreit bleiben. Der Vertheilung dieser Leistungen zwischen den Herzogthümern Holstein und Schleswig wird der Bevölkerungsmaassstab zu Grunde gelegt werden.

Artikel 9. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich überlässt die in mehrerwähnten Wiener Friedensvertrage erworbenen Rechte auf das Herzogthum Lauenburg Sr. Majestät dem Könige von Preussen, wogegen die Königlich Preussische Regierung sich verpflichtet, der Kaiserlich Oesterreichischen Regierung die Summe von zwei Millionen und Fünf Hunderttausend Dänischen Thalern zu entrichten, in Berlin zahlbar in Preussischem Silbergelde vier Wochen nach Bestätigung gegenwärtiger Uebereinkunft durch Ihre Majestäten den König von Preussen und den Kaiser von Oesterreich.

Artikel 10. Die Ausführung der vorstehend verabredeten Theilung des Condominiums wird baldmöglichst nach Genehmigung dieses Abkommens durch Ihre Majestäten den König von Preussen und den Kaiser von Oesterreich beginnen und spätestens bis zum 15. September beendet sein.

Das bis jetzt bestehende gemeinschaftliche Ober-Commando wird nach vollendeter Räumung Holsteins durch die Königlich Preussischen, Schleswigs durch die Kaiserlich Oesterreichischen Truppen spätestens am 15. September aufgelöst werden.

Artikel 11. Gegenwärtige Uebereinkunft wird von Ihren

Majestäten dem König von Preussen und dem Kaiser von Oesterreich durch Austausch schriftlicher Erklärungen bei Allerhöchst deren nächster Zusammenkunft genehmigt werden.

Zu Urkund dessen haben beide Eingangs genannte Bevollmächtigte diese Vereinbarung in doppelter Ausfertigung am heutigen Tage mit ihrer Namens-Unterschrift und mit ihrem Siegel versehen.

So geschehen: Gastein, den 14. August Eintausend Achtechthundert Fünf und Sechsig. *)

(L. S.) v. Bismarck. (L. S.) v. Blome.

*) Jvfr. den franske Udenrigsministers Circulairstkrivelse til de franske Gesandter d. 29. Aug. 1865:

Les journaux nous ont apporté le texte de la Convention de Gastein. Je n'ai pas la pensée d'en examiner les stipulations en détail, mais il n'est pas sans intérêt de rechercher quels sont les mobiles qui ont guidé dans ces négociations les deux grandes Puissances allemandes.

Ont-elles entendu consacrer le droit des anciens traités? Assurément non: les traités de Vienne avaient réglé les conditions d'existence de la monarchie danoise. Ces conditions sont renversées. Le traité de Londres était un nouveau témoignage de la sollicitude de l'Europe pour la durée de l'intégrité de cette monarchie: il est déchiré par deux Puissances qui l'avaient signé.

Est-ce pour la défense d'un droit de succession méconnu que l'Autriche et la Prusse se sont concertées? Au lieu de restituer au prétendant le plus autorisé l'héritage en litige, elles se le partagent entre elles.

Consultent-elles l'intérêt de l'Allemagne? Mais leurs confédérés n'ont appris que par les feuilles publiques les arrangements de Gastein. L'Allemagne voulait un État indivisible de Slesvig-Holstein, séparé du Danemark, et gouverné par un Prince dont elle avait épou-sé les prétentions. Ce candidat populaire est mis de côté aujourd'hui, et les Duchés, séparés au lieu d'être unis, passent sous deux dominations différentes.

Est-ce l'intérêt des Duchés eux-mêmes qu'ont voulu garantir les deux Puissances? Mais l'union indissoluble des territoires était, disait-on, la condition essentielle de leur prospérité.

Le partage a-t-il au moins pour but de désagréger deux nationalités rivales, et de faire cesser leurs discussions intérieures,

2.

Pragerfrieden.

1.

Präliminar-Friedensvertrag.

Ihre Majestäten der Kaiser von Oesterreich und der König von Preussen, beseelt von dem Wunsche, Ihren Ländern die Wohlthaten des Friedens wiederzugeben, haben zu diesem Ende und behufs Feststellung von Friedenspräliminarien zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Ihren wirklichen geheimen Rath und Kämmerer, ausser-

en assurant à chacune d'elles une existence indépendante? Il n'en est pas ainsi, car nous voyons que la ligne de séparation, ne tenant aucun compte de la distinction de races, laisse confondus les Danois avec les Allemands.

S'est-on préoccupé du vœu des populations? Elles n'ont été consultées sous aucune forme, et il n'est pas même question de réunir la Diète Slesvig-Holsteinoise.

Sur quel principe repose donc la combinaison austro-prussienne? Nous regrettons de n'y trouver d'autre fondement que la force, d'autre justification que la convenance réciproque des deux co-partageants. C'est là une pratique dont l'Europe actuelle était déshabituée, et il en faut chercher les précédents aux âges les plus funestes de l'histoire. La violence et la conquête pervertissent la notion du droit et la conscience des peuples. Substituées aux principes qui règlent la vie des sociétés modernes, elles sont un élément de trouble et de dissolution, et ne peuvent que bouleverser l'ordre ancien, sans édifier solidement aucun ordre nouveau.

Telles sont, Monsieur, les considérations qu'inspirent au Gouvernement de l'Empereur les événements dont l'Allemagne est en ce moment le théâtre. En Vous faisant part de ces impressions, mon intention n'est pas de Vous inviter à adresser des observations à ce sujet à la cour auprès de laquelle Vous êtes accrédité, mais de Vous indiquer seulement le langage que Vous devrez tenir, lorsque l'occasion se présentera pour Vous de faire connaître Votre opinion.

Recevez, etc. etc.

Drouyn de Lhuys.

ordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Alois Grafen Karolyi von Nagy Karolyi, und Ihren wirklichen geheimen Rath und Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Adolf Freiherrn von Brenner-Felsach;

Se. Majestät der König von Preussen:

Ihren Ministerpräsidenten und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Otto Grafen von Bismarck-Schönhausen, welche, nachdem ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und richtiger Form befunden, über folgende Grundzüge als Basis des demnächst abzuschliessenden Friedens übereingekommen sind:

Artikel I. Der Territorialbestand der Oesterreichischen Monarchie, mit Ausnahme des Lombardisch-Venetianischen Königreiches, bleibt unverändert. Se. Majestät der König von Preussen verpflichtet sich, Seine Truppen aus den bisher von denselben okkupirten Oesterreichischen Territorien zurückzuziehen, sobald der Friede abgeschlossen sein wird, vorbehaltlich der im definitiven Friedensschlusse zu treffenden Maassregeln wegen einer Garantie der Zahlung der Kriegsentschädigung.

Artikel II. Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich erkennt die Auflösung des bisherigen deutschen Bundes an und gibt Seine Zustimmung zu einer neuen Gestaltung Deutschlands ohne Betheiligung des Oesterreichischen Kaiserstaates. Ebenso verspricht Se. Majestät das engere Bundesverhältniss anzuerkennen, welches Se. Majestät der König von Preussen nördlich von der Linie des Mains begründen wird, und erklärt sich damit einverstanden, dass die südlich von dieser Linie gelegenen deutschen Staaten in einen Verein zusammentreten, dessen nationale Verbindung mit dem norddeutschen Bunde der näheren Verständigung zwischen beiden vorbehalten bleibt.

Artikel III. Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich überträgt auf Se. Majestät den König von Preussen alle Seine im Wiener Frieden vom 30. Oktober 1864 erworbenen Rechte auf die Herzogthümer Holstein und Schleswig, mit der Maassgabe, dass die Bevölkerungen der nördlichen Distrikte von

Schleswig, wenn sie durch freie Abstimmung den Wunsch zu erkennen geben, mit Dänemark vereinigt zu werden, an Dänemark abgetreten werden sollen.

Artikel IV. Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich verpflichtet Sich, behufs Deckung eines Theiles der für Preussen aus dem Kriege erwachsenen Kosten, an Se. Majestät den König von Preussen die Summe von 40 Millionen Thaler zu zahlen. Von dieser Summe soll jedoch der Betrag der Kriegskosten, welche Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich laut Art. 12 des gedachten Wiener Friedens vom 30. Oktober 1864 noch an die Herzogthümer Schleswig und Holstein zu fordern hat, mit fünfzehn Millionen Thalern und als Aequivalent der freien Verpflegung, welche die Preussische Armee bis zum Friedensschlusse in den von ihr okkupirten Oesterreichischen Landtheilen haben wird, mit fünf Millionen in Abzug gebracht werden, so dass nur zwanzig Millionen baar zu zahlen bleiben.

Artikel V. Auf den Wunsch Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich erklärt Se. Majestät der König von Preussen Sich bereit, bei den bevorstehenden Veränderungen in Deutschland den gegenwärtigen Territorialbestand des Königreichs Sachsen in seinem bisherigen Umfange bestehen zu lassen, indem er Sich dagegen vorbehält, den Beitrag Sachsens zu den Kriegskosten und die künftige Stellung des Königreichs Sachsen innerhalb des Norddeutschen Bundes durch einen mit Sr. Majestät dem Könige von Sachsen abzuschliessenden besondern Friedensvertrag näher zu regeln.

Dagegen verspricht Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, die von Sr. Majestät dem Könige von Preussen in Norddeutschland herzustellenden neuen Einrichtungen, einschliesslich der Territorialveränderungen, anzuerkennen.

Artikel VI. Se. Majestät der König von Preussen macht Sich anheischig, die Zustimmung Seines Verbündeten, Sr. Majestät des Königs von Italien, zu den Friedenspräliminarien und zu dem auf dieselben zu begründenden Waffenstillstande zu beschaffen, sobald das Venetianische Königreich durch Erklä-

2.

Fredslutning.

Im Namen der Allerheiligsten und Untheilbaren
Dreieinigkeit!

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, beseelt von dem Wunsche Ihren Ländern die Wohlthaten des Friedens wiederzugeben, haben beschlossen, die zu Nikolsburg am 26. Juli 1866 unterzeichneten Präliminarien in einen definitiven Friedens-Vertrag umzugestalten.

Zu diesem Ende haben Ihre Majestäten zu ihren Bevollmächtigten ernannt und zwar:

Seine Majestät der König von Preussen:

Ihren Kammerherrn, Wirklichen Geheimen Rath und Bevollmächtigten, Carl Freiherrn v. Werther, Grosskreuz des Königlich Preussischen Rothen Adler Ordens mit Eichenlaub und des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens u. s. w.

und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Ihren Wirklichen Geheimen Rath und Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Adolph Maria Freiherrn v. Brenner-Felsach, Kommandeur des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens und Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens erster Klasse u. s. w.

welche in Prag zu einer Konferenz zusammengetreten sind und, nach Auswechslung ihrer in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben:

Artikel I. Es soll in Zukunft und für beständig Friede und Freundschaft zwischen Seiner Majestät dem König von Preussen und Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, sowie zwischen Deren Erben und Nachkommen und den beiderseitigen Staaten und Unterthanen herrschen.

Artikel II. Behufs Ausführung des Artikels VI. der in Nikolsburg am 26. Juli dieses Jahres abgeschlossenen Friedens-Präliminarien und nachdem Seine Majestät der Kaiser der Franzosen durch Seinen bei Seiner Majestät dem Könige von Preussen beglaubigten Botschafter amtlich zu Nikolsburg am 29. Juli ejusdem hat erklären lassen: „qu'en ce qui concerne le Gouvernement de l'Empereur, la Vénétie est acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix“, — tritt Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich dieser Erklärung auch Seiner Seits bei und giebt Seine Zustimmung zu der Vereinigung des Lombardo-Venetianischen Königreichs mit dem Königreich Italien ohne andere lästige Bedingung, als die Liquidirung derjenigen Schulden, welche als auf den abgetretenen Landestheilen haftend, werden anerkannt werden, in Uebereinstimmung mit dem Vorgehange des Traktats von Zürich.

Artikel III. Die Kriegsgefangenen werden sofort freigegeben werden.

Artikel IV. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich erkennt die Auflösung des bisherigen Deutschen Bundes an und giebt Seine Zustimmung zu einer neuen Gestaltung Deutschlands ohne Betheiligung des Oesterreichischen Kaiserstaates. Ebenso verspricht Seine Majestät, das engere Bundes-Verhältniss anzuerkennen, welches Seine Majestät der König von Preussen nördlich von der Linie des Mains begründen wird, und erklärt Sich damit einverstanden, dass die südlich von dieser Linie gelegenen Deutschen Staaten in einen Verein zusammentreten, dessen nationale Verbindung mit dem Norddeutschen Bunde der nähern Verständigung zwischen beiden vorbehalten bleibt und der eine internationale unabhängige Existenz haben wird.

Artikel V. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich überträgt auf Seine Majestät den König von Preussen alle Seine im Wiener Frieden vom 30. Oktober 1864 erworbenen Rechte auf die Herzogthümer Holstein und Schleswig mit der Maassgabe, dass die Bevölkerungen der nördlichen Distrikte

von Schleswig, wenn sie durch freie Abstimmung den Wunsch zu erkennen geben, mit Dänemark vereinigt zu werden, an Dänemark abgetreten werden sollen.*)

*) Grev Bismarck udtalte sig under Forhandlingerne om Slesvigs og Holsteens Indlemmelse i Preussen d. 20. Decbr. 1866 paa følgende Maade med Hensyn til Art. 5:

Der Herr Abgeordnete (Twesten) stimmt für die Annexion. Ich bedaure, dass über den Zweck hinaus, diese Abstimmung zu motiviren, seine Rede hauptsächlich eine versuchte Beweisführung gewesen ist, dass die Schleswig-Holsteiner Grund hätten, übler Laune zu sein über alles, was ihnen von Preussen widerfahren ist. Ich erlaube mir zunächst einige unrichtige Thatsachen, auf welche der Herr Redner diese Beweisführung begründete, nochmals zu berichtigen. Ich erkläre es für positiv falsch, dass der Prinz von Augustenburg jemals die preussischen Februarbedingungen angenommen hat, und wir würden genöthigt sein, die Briefe, welche darüber vorliegen, wenn diese unwahren Behauptungen ferner aufrecht erhalten werden sollten, zu veröffentlichen, obwohl sie ursprünglich nicht dazu bestimmt gewesen sind. Er hat sie stets nur so angenommen, dass er sich eine Hinterthür offen gehalten, er hat in uns die Ueberzeugung geweckt, dass die vorbehaltenen ständische Zustimmung von ihm zu diesen Bedingungen nicht gesucht werden werde, dass er vielmehr im Einzelnen, vermöge der ständischen Weigerung, loszukommen suchen werde, und gerade von dem Wichtigsten. Bei der bekannten, oft erwähnten Unterredung, die der Herr Redner nochmals angeführt hat, obschon ich nicht weiss, was sie mit dem heutigen Zweck zu thun hat, muss ich zunächst bestreiten, dass der Prinz in einem gereizten Zustande gewesen ist. Die Unterredung dauerte drei Stunden, von 9 Uhr bis Mitternacht. Am Schlusse derselben hat sich der Prinz in vollkommen freundlicher Beziehung von mir verabschiedet und gesagt, er werde sich die Sache in Doltzig weiter überlegen und von dort aus schreiben. Ich muss der Behauptung des Herrn Vorredners in meinem persönlichen Interesse entgegentreten. Ich habe nicht die Gewohnheit, in meinem eignen Hause und unter vier Augen unhöflich zu sein und bei politischen Verhandlungen glaube ich mich immer so verhalten zu haben, dass mein Gegenpart nicht ohne sachlichen Anlass in einen gereizten Zustand versetzt wird. Hätte ich gewusst, dass diese Details heute von der Tribüne vorgebracht werden würden, so würde ich mich aus den Akten vergewissert haben, wie sie damals lagen.

Artikel VI. Auf den Wunsch Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich erklärt Seine Majestät der König von

Ich kann nicht Alles behalten, was in drei Jahren geschieht, aber dessen erinnere ich mich ganz genau, dass die Forderung, welche ich dem Prinzen jemals in Aussicht stellte, hinter den Februar-Bedingungen sehr weit zurückstand. Es handelte sich um ein Hafengebiet und um feste Stellungen an den beiden Endpunkten des Nordostseekanals.

Die militärischen Beziehungen konnten zwischen uns damals gar nicht so genau diskutirt werden, in allen anderen waren unsere Ansprüche damals sehr viel gemässiger, als später in den Februarbedingungen; und ich glaube versichert zu sein, dass ich mich dem entsprechend geäußert habe. Ich erinnere mich sicher, dass, als ich von dem Hafengebiet sprach, der Prinz darauf hinwies, das könnte sich ja gar um Quadratmeilen handeln, woraus Sie eben den Massstab dessen, was er zu bewilligen bereit war, entnehmen können.

Dass ich in früheren Zeiten zu irgend Jemand gesagt haben sollte, ich zöge die Personalunion der Einsetzung der Familie Augustenburg vor, muss ich stark bezweifeln. Ich kann natürlich, wie schon gesagt, nicht jedes Wort im Gedächtniss behalten, was ich zu den vielen hundert Deputationen, die ich gesehen, gesprochen habe; dieses aber kann ich nicht gesagt haben, denn es ist nie meine Meinung gewesen, und warum sollte ich gerade diesen Leuten in dieser Richtung das Gegentheil meiner Meinung sagen! Ich habe stets an dem Klimax festgehalten, dass die Personalunion besser war, wie das, was existirte, dass ein selbstständiger Fürst besser war, als die Personalunion, und dass die Vereinigung mit dem preussischen Staate besser war, als ein selbstständiger Fürst. Welches davon das Erreichbare war, das konnten allein die Ereignisse lehren. Wäre Personalunion das Maximum des Erreichbaren gewesen, so hätte ich mich vor der Hand bei der damaligen Lage der Dinge im Interesse Deutschlands nicht berechtigt und berufen gehalten, diese Abschlagszahlung zurückzuweisen. Aber es ist ja nicht zweifelhaft, dass im ganzen Laufe des Jahres 1864 eine für uns irgend annehmbare Verständigung mit dem Prinzen von Augustenburg nicht zu erreichen war, und dass der Prinz die Bedingungen, die Se. Majestät und Sr. Majestät Minister für annehmbar hielten, nicht eingegangen ist. Ich kann noch weiter gehen, wenn wir einmal auf Persönlichkeiten kommen.

Preussen sich bereit, bei den bevorstehenden Veränderungen in Deutschland den gegenwärtigen Territorialbestand des Kö-

Noch im vorigen Jahre, kurz vor den Gasteiner Verhandlungen, habe ich den königlich baierischen Minister Freiherrn von der Pfordten gebeten, ob er nicht seine Vermittelung dahin eintreten lassen wolle, dass zur Verhütung eines Konfliktes, der ganz Deutschland ergreifen könnte, Unterhandlungen geführt würden, durch welche der Prinz von Augustenburg bewogen werde, einen für Preussen annehmbaren Frieden mit Sr. Majestät zu machen, wobei ich erklärte, dass ich dem Prinzen zu diesem Behufe an dem königlichen Hofe eine günstige Aufnahme vermitteln würde, wenn der Prinz sich dorthin begeben wolle. Herr Freiherr von der Pfordten übernahm sehr bereitwillig diese Vermittelung; er hat sich demgemäss an den Prinzen, ob an dessen Rätthe ebenfalls, weiss ich nicht, gewendet; er hat jedoch darauf zuerst mehrere Wochen lang gar keine Antwort bekommen und später eine kühle und vornehme Ablehnung. Hierfür habe ich Zeugen. Wenn ferner behauptet worden ist, dass sich ein Unterschied in dem Eroberungs-Verhältniss von Schleswig-Holstein und dem von Hannover behaupten liesse, so ist dies nur so zu acceptiren, dass unser Eroberungsrecht an den Herzogthümern jedenfalls ein noch stärkeres ist; es ist ein doppeltes! Wir haben sie zuerst den Dänen und zweitens sie dem mit unsern kriegerischen Feinden verbündeten Prinzen von Augustenburg abgenommen. Nehmen Sie an, der Prinz wäre wirklich legitimer Regent gewesen, so ist er eben so sehr der Bundesgenosse unserer kriegerischen Gegner gewesen, als der König von Hannover oder der Kurfürst von Hessen. Er ist es aber mit mehr Besonnenheit gewesen, mit mehr Berechnung und mit weniger Offenheit. Wäre unser Vorgehen in der Mitte Juni dieses Jahres weniger schnell erfolgt, so würden wir es erlebt haben, dass auf der Basis des Bundesbeschlusses vom 14. Juni a. e. sich in Hannover, an dem Krystallisationspunkte des Gablenschen Korps, hannoversche und augustenburgische Truppen bei Stade gesammelt hätten, um gegen uns im Felde zu operiren und eine Diversion gegen Berlin zu machen.

Ich bedaure, dass der Herr Vorredner von der Höhe der politischen Auffassung, die ihn sonst kennzeichnet, herabgestiegen ist, um Persönlichkeiten auf der Tribüne in diesem Augenblicke vor die Oeffentlichkeit zu bringen. Ich kenne nicht die einzelnen untergeordneten Beamten in der Verwaltung von Schleswig-Hol-

nigreichs Sachsens in seinem bisherigen Umfange bestehen zu lassen, indem Er Sich dagegen vorbehält, den Beitrag Sach-

stein; ich habe in diesem Augenblick auch nicht die Zeit, mich darum zu bekümmern. Ich muss mein volles Vertrauen auf den Baron v. Scheel-Plessen setzen, und er genießt es im vollsten Maße. Er ist der erste Schleswig-Holsteiner, der schon im Jahre 1864 in Schönbrunn mir den festen Entschluss aussprach, für nichts Anderes als für den Anschluss an Preussen zu wirken, und die Verdächtigung, dass er dänischen Interessen diene, ist eine solche, die er nicht verdient und die ich auf das Bestimmteste zurückweise: ich baue auf seine Treue eben so fest, wie auf die irgend eines andern Dieners Seiner Majestät des Königs.

Dass die königliche Staatsregierung ihn in diesem Momente mit einer gewissen Freiheit schalten lassen muss, dass ein so schnelliger und entschiedener Charakter, wie der des Herrn v. Plessen, der sich viele Jahre lang im Kampfe für sein Land gegen Dänemark bewährt hat, seine unbequemen, seine rauhen Seiten hat, die ihn mitunter über das Ziel hinausschiessen lassen mögen und Freunde verletzen, anstatt den Gegner, das mag sein, dergleichen ist von einer kräftigen und männlichen Natur oft unzertrennlich. Ich habe aber so viel im Amte gelernt, dass man es mit in den Kauf nehmen muss; man muss bei einer starken und sonst zuverlässigen Persönlichkeit auf solche kleine Reibungen gefasst sein und daraus keine Ursache zum Bruch oder zu einer Anklage machen. Ich habe nicht Zeit und halte es nicht für zweckmässig, die Geschäfte dergestalt zu centralisiren, das man gewissermassen in jedem Gensdarm persönlich drinsitzen will; es ist ja ein gerechter Vorwurf gegen die preussische Verwaltung, dass jede Brücke im Lande vom Ministerium selbst gebaut wird, und dass jede kleine rechthaberische Lokalbeschwerde von verletzten Gemüthern gleich an die grosse Glocke gehängt wird, mit dem Verlangen, dass man deshalb die höchsten Beamten und gleich ganze Systeme wechselt. (Bravo rechts.)

Ich komme zu einem andern schwerer wiegenden Vorwurf, den der Herr Vorredner unserer Politik macht und zu dessen Besprechung ich etwas weiter ausholen muss, ich meine den wegen der Möglichkeit der Abtretung eines Theiles von Nordschleswig. Der Herr Vorredner hat auch diesen Punkt und, wie mir scheint, die ganze Weltlage aus dem ausschliesslich schleswig-holsteinschen Standpunkte aufgefasst. So können wir die Frage nicht beurtheilen. Wären wir mit Schleswig-Holstein und mit Däne-

sens zu den Kriegskosten und die künftige Stellung des Königreichs Sachsen innerhalb des Norddeutschen Bundes durch

mark allein auf der Welt, so würde ein solcher Friedensparagraph nicht existiren. Ich muss um Verzeihung bitten, wenn ich hierbei weitläufiger werde, als sonst meine Gewohnheit ist, oder wenigstens doch weiter ausholen muss, um Ihnen die Gründe klar zu legen, welche die königliche Staatsregierung bestimmt haben, einen dem öffentlichen Gefühle widerstrebenden und mit den reichen Erfolgen Preussens anscheinend im Widerspruch stehenden Artikel in den Frieden aufzunehmen.

Die politische Gestaltung, welche Europa im Jahre 1815 erhalten hat, die Beziehungen der Kabinette zu einander von da ab bis zum Jahre 1840, geben das Bild eines grossen europäischen Defensivsystems gegen Frankreich. Es war dies die natürliche Rückwirkung der Eroberungskriege des ersten französischen Kaiserreichs. Dieses System gewährte seinen Theilnehmern eine Sicherheit, aber eine abhängige, wenigstens für Preussen. So lange Preussen ihm angehörte, musste es auch den unglücklichen Zuschchnitt, der ihm im Jahre 1815 zu Theil geworden war, ertragen, mit seinem Kommissbrod eben zufrieden sein.

Es hatte dafür Schutz und Sicherheit. Die früheren Regierungen haben es nicht für zweckmässig gehalten, Gelegenheiten, die zur Abwerfung dieses Systems sich boten, zu benutzen. Dieses System ist gefallen ohne Preussens Zuthun. Wäre also durch seinen Fall die Sicherheit in zu hohem Grade beeinträchtigt, so wäre Preussen selbst daran unschuldig; es ist gefallen durch das Jahr 1848, durch die Politik, die seit dem Jahre 1848 oder besser seit dem Jahre 1850 von Oesterreich gegen Preussen betrieben wurde, und die es sehr schwer machte, das frühere Vertrauen zu Oesterreich wieder zu erzeugen. Den letzten Stoss hat die heilige Allianz bekommen durch den orientalischen Krieg, durch das Verhalten Oesterreichs gegen Russland, und der Zerfall dieser Allianz hinterliess einen Zustand, in dem Preussen mit Recht oder Unrecht von dem Auslande und zum grossen Theil von seinen eigenen Angehörigen als permanent hilfsbedürftig gegen Frankreich angesehen und diese angebliche Hilfsbedürftigkeit zur Basis der Spekulation auf unsere Nachgiebigkeit und Bescheidenheit gemacht wurde. Diese Spekulation ist in dem letzten Jahrzehnte namentlich von Oesterreich und von einem Theile unserer deutschen Bundesgenossen sehr weit getrieben worden. War sie eine berechnete? fragt man sich. Die Interessen Preussens

einen mit Seiner Majestät dem Könige von Sachsen abzuschliessenden besonderen Friedensvertrag näher zu regeln.

tragen an und für sich nichts in sich, was uns nicht den Frieden und ein freundlich nachbarliches Verhältniss zu Frankreich wünschenswerth machte; wir haben bei einem Kriege mit Frankreich, selbst bei einem glücklichen, nichts zu gewinnen. Der Kaiser Napoleon, im Widerspruch zu andern französischen Dynastien, hat in seiner Weisheit erkannt, dass Frieden und gegenseitiges Vertrauen im Interesse beider Nationen liege, dass sie von der Natur nicht berufen seien, sich gegenseitig zu bekämpfen, sondern, als gute Nachbarn die Bahn des Fortschritts in Wohlfahrt und Gesittung mit einander zu wandeln. Zu solchen Beziehungen mit Frankreich ist nur ein selbstständiges Preussen befähigt, eine Wahrheit, die vielleicht nicht von Unterthanen des Kaisers gleichmässig erkannt wird. Wir aber haben es amtlich nur mit der französischen Regierung zu thun. Ein solches Nebeneinandergehen bedingt eine wohlwollende gegenseitige Schonung der Interessen beider Völker. Welches sind nun im grossen Ganzen, ohne den zufälligen Stoss vorübergehender Ereignisse in Ansatz zu bringen, die Interessen Frankreichs in Bezug auf Deutschland? Betrachten wir sie ganz ohne deutsches Vorurtheil; suchen wir uns auf den französischen Standpunkt zu setzen; es ist das die einzige Art, fremde Interessen mit Gerechtigkeit zu beurtheilen. Es kann für Frankreich nicht erwünscht sein, dass in Deutschland eine Uebermacht entsteht, wie sie sich darstellen würde, wenn man sich ganz Deutschland unter österreichischer Leitung geeinigt dächte, ein Reich von 75 Millionen, ein Oesterreich bis an den Rhein; selbst ein Frankreich bis an den Rhein würde kein ausreichendes Gegengewicht bilden. Es ist für ein Frankreich, welches mit Deutschland in Frieden leben will, ein Vortheil, wenn Oesterreich an diesem Deutschland nicht betheiligt ist, indem die österreichischen Interessen mit den französischen mannichfach kollidiren, sei es in Italien, sei es in dem Orient. Zwischen Frankreich und einem von Oesterreich getrennten Deutschland sind dagegen die Berührungspunkte, die zu feindlichen Beziehungen führen können, viel weniger zahlreich; und dass Frankreich den Wunsch hegt, zum nächsten Nachbarn einen solchen zu haben, mit dem es Aussicht hat, in Frieden zu leben, einen solchen, dem 35 oder 38 Millionen Franzosen im defensiven Kampfe vollständig gewachsen sind, ist ein natürliches Interesse, das kann man ihm nicht verargen. Ich glaube, dass Frankreich,

Dagegen verspricht Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, die von Seiner Majestät dem Könige von Preussen in

in richtiger Würdigung seiner Interessen, weder zugeben konnte, dass die preussische Macht, noch dass die österreichische verschwände.

Welches sind weiter die Interessen Frankreichs bei der europäischen Entwicklung, namentlich unter der jetzigen Dynastie? Es ist die Berücksichtigung der Nationalitäten. Diesem System entsprechend hat Frankreich die dänische Frage von Anfang an aufgefasst; die französische Regierung hat schon auf der Londoner Konferenz und in der Zeit vor und nach ihr eine weniger schroffe Stellung gegen die deutschen Ansprüche Dänemark gegenüber eingenommen, so weit diese Ansprüche mit der Idee der Nationalität zusammenfielen. Die vollständige Durchführung des Nationalitäts-Principes ist bekanntlich auf der dänischen Grenze ganz unmöglich, weil die Nationalitäten so gemischt sind, dass sich nirgends eine Grenze, die sie vollständig von einander sondert, ziehen lässt; aber es war das Princip im Grossen, welches Frankreich vertreten hat, und welches es Frankreich möglich machte, den deutschen Bestrebungen nicht mit der Schärfe gegenüber zu treten, wie es von andern Mächten geschah. In der Zwischenzeit ist man in vertraulichen Besprechungen mit Dänemark, mit andern Mächten häufig auf diese Frage zurückgekommen; wir haben niemals die Initiative dazu ergriffen, weil sie uns keine bequeme war. Ich bin stets der Meinung gewesen, dass eine Bevölkerung, die wirklich in zweifellos und dauernd manifestirtem Willen nicht preussisch oder nicht deutsch sein will, die in zweifellos manifestirtem Willen einem unmittelbar angrenzenden Nachbarstaate ihrer Nationalität angehören will, keine Stärkung der Macht bildet, von welcher sie sich zu trennen bestrebt ist. Man kan zwingende Gründe haben, dennoch auf ihre Wünsche nicht einzugehen, die Hindernisse können geographischer Natur sein, die es unmöglich machen, solche Wünsche zu berücksichtigen. Es fragt sich, ob und inwieweit dies hier zutrifft. Die Frage ist eine offene, wir haben jederzeit bei ihrer Erörterung hinzugefügt, dass wir uns niemals dazu herbeilassen können, unsere militairische Sicherheitslinie durch irgend ein Arrangement zu kompromittiren, dass wir wohl aber zweifellos und unabhängig ausgesprochene Wünsche, deren Beharrlichkeit und ehrliche Konstatirung klar wäre, an dieser geographischen Stelle, unter Umständen berücksichtigen könnten.

Norddeutschland herzustellenden neuen Einrichtungen, einschliesslich der Territorial-Veränderungen anzuerkennen.

So ungefähr hat eine Anzahl vertraulicher Besprechungen in der Zwischenzeit gelautet.

So lag die Sache, als Frankreich durch die Ereignisse im Juli d. J. in die Lage kam, seine eigenen Wünsche mit einem ungewöhnlich starken Gewichte zu accentuiren. Ich brauche Ihnen die Situation nicht zu schildern, sie ist bekannt genug, und Niemand hat Preussen zumuthen wollen, zwei grosse europäische Kriege gleichzeitig zu führen, oder in dem Momente, wo es den einen führte und die Früchte desselben noch nicht gesichert hatte, seine Beziehungen zu anderen Grossmächten zu kompromittiren.

In dieser Lage der Dinge wurde Frankreich von Oesterreich zum Vermittler der Streitigkeiten berufen, also vollkommen legitim durch einen der streitenden Theile berufen, seine Meinung geltend zu machen. Dass Frankreich die Erfordernisse seiner Politik berücksichtigte, kann ihm Niemand verdenken; darüber, dass es sie mit Mässigung geltend gemacht hat, ist es, glaube ich, für das Publikum noch zu früh, zu urtheilen, und ich möchte Sie bitten, dies der Appreciation der Regierung zu überlassen. An uns trat die Frage heran, nicht ob wir es den Wünschen der Schleswig-Holsteiner entsprechend hielten, sondern die, ob wir in der europäischen Lage, in der wir uns vor Wien befanden, die Gesamtheit dessen, was uns von Oesterreich unter französischer Vermittelung geboten wurde, annehmen oder ablehnen wollten. Die Materialien zur Entschliessung waren nicht eben in der wünschenswerthen Vollständigkeit gegenwartig, Detailverhandlungen unmöglich; unsere Kommunikationen waren unterbrochen, die Telegramme brauchten drei, mitunter sechs Tage, bevor sie aus den europäischen Residenzen, ins Hauptquartier gelangten, weil die Linien auf dem Kriegsschauplatz vielfach abgeschnitten waren. Es waren also nur die allgemeine europäische Lage und die eigene augenblickliche Stimmung als Motiv zur Entscheidung Sr. Majestät des Königs zu nehmen.

Wir hatten eine starke Anlehnung an der unerschütterlichen Vertragstreue Italiens, die ich nicht genug rühmen und deren Werth ich nicht hoch genug anschlagen kann. Die italienische Regierung hat der Versuchung, sich durch ein Geschenk Oesterreichs, des gemeinschaftlichen Feindes, von dem Bunde abzuziehen zu lassen, mit grosser Entschiedenheit widerstanden, und wir knüpfen an

Artikel VII. Behufs Auseinandersetzung über das bisherige Bundeseigenthum wird binnen längstens sechs Wochen

diese Thatsache gegründete Hoffnungen auf die zukünftigen freundschaftlichen und natürlichen Beziehungen zwischen Deutschland und Italien. Aber ungeachtet dieser in der Diplomatie und auf dem Schlachtfelde werthvollen Bundesgenossenschaft, entnahmen wir der Gesamtlage die Überzeugung, dass wir den Bogen nicht zu straff spannen durften, dass es nicht angemessen sei, durch Verwerfung von Einzelheiten die Gesamtheit des Errungenen wieder in Frage zu stellen und ihre Sicherstellung vielleicht von weiteren europäischen Komplikationen abhängig zu machen. Es ist sehr schwer, von Hause aus zu übersehen und zu ermessen, wie weit eine Diskussion angebotener Bedingungen führt, oft von kleinen Ausgangspunkten zu schweren Differenzen; ich habe selbst Sr. Majestät unumwunden dazu gerathen, wie die Vermittlungsvorschläge vor uns gelegt wurden, *à prendre ou à laisser*, einzuschlagen und anzunehmen und nicht wie ein verwegener Spieler das Ganze nochmals auf's Spiel setzen.

Diesn Verhältnissen, meine Herren, verdankt diese Klausel in dem Vertrage ihre Entstehung. Die vage Fassung, die sie erhalten hat, lässt uns eine gewisse Latitude der Ausführung; ich halte aber für nöthig anzuführen, dass, wenn wir auch der Amendirung des Kommission nicht widersprechen, wir uns doch unmöglich durch die Kommission und die Beschlüsse des Landtages von Verpflichtungen entbinden lassen können, die wir eingegangen sind, sondern wir müssen sie halten, aber wir werden sie so zur Ausführung bringen, dass über die Abstimmung, auf deren Grund wir verfahren, über deren Freiwilligkeit und Unabhängigkeit und über den definitiven Willen, der dadurch kundgegeben wird, kein Zweifel bleibt.

Ich weiss nicht, ob die Diskussion weiter fortgeführt wird, oder ob ein baldiger Schlussantrag bevorsteht. Sollte ersteres der Fall sein, so möchte ich die Herren darum bitten, die Diskussion in diesem Momente doch nicht zur Ablagerung von mehr oder weniger feindseligen Parteiansichten zu benutzen, sondern in diesem Augenblicke den Blick nur nach Aussen zu richten und die Nothwendigkeit im Auge zu behalten, dass wir Rücken an Rücken stehen und das Gesicht dem Auslande zuwenden müssen, um gemeinschaftlich unsere Interessen zu wahren. Es würde mir um so lieber sein, als ich leider nicht im Stande bin, der Diskussion bis zu Ende beizuwohnen, indem ich um diese Zeit nothwendig bei den Verhandlungen der norddeutschen Bevollmächtigten werde zugegen sein müssen.

nach Ratifikation des gegenwärtigen Vertrages eine Kommission zu Frankfurt a. M. zusammentreten, bei welcher sämtliche Forderungen und Ansprüche an den Deutschen Bund anzumelden und binnen sechs Monaten zu liquidiren sind. Preussen und Oesterreich werden sich in dieser Kommission vertreten lassen, und es steht allen übrigen bisherigen Bundes-Regierungen zu, ein Gleiches zu thun.

Artikel VIII. Oesterreich bleibt berechtigt, aus den Bundesfestungen das Kaiserliche Eigenthum, und von dem beweglichen Bundeseigenthum den matrikularmässigen Antheil Oesterreichs fortzuführen, oder sonst darüber zu verfügen; dasselbe gilt von dem gesammten beweglichen Vermögen des Bundes.

Artikel IX. Den etatsmässigen Beamten, Dienern und Pensionisten des Bundes werden die ihnen gebührenden, beziehungsweise bereits bewilligten Pensionen pro rata der Matrikel zugesichert; jedoch übernimmt die Königlich Preussische Regierung die bisher aus der Bundes-Matrikularkasse bestrittenen Pensionen und Unterstützungen für Offiziere der vormaligen Schleswig-Holsteinischen Armee und deren Hinterlassenen.

Artikel X. Der Bezug der von der Kaiserlich Oesterreichischen Statthalterschaft in Holstein zugesicherten Pensionen bleibt den Interessenten bewilligt.

Die noch im Gewahrsam der Kaiserlich Oesterreichischen Regierung befindliche Summe von 449,500 Rthlr. Dänische Reichsmünze in vierprozentigen Dänischen Staats-Obligationen, welche den Holsteinischen Finanzen angehört, wird denselben unmittelbar nach der Ratifikation des gegenwärtigen Vertrages zurückerstattet.

Kein Angehöriger der Herzogthümer Holstein und Schleswig, und kein Unterthan Ihrer Majestäten des Königs von Preussen und des Kaisers von Oesterreich wird wegen seines politischen Verhaltens während der letzten Ereignisse und des Krieges verfolgt, beunruhigt oder in seiner Person oder seinem Eigenthum beanstandet werden.

Artikel XI. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich verpflichtet sich, Behufs Deckung eines Theils der für Preussen aus dem Kriege erwachsenen Kosten, an Seine Majestät den König von Preussen die Summe von Vierzig Millionen Preussischer Thaler zu zahlen. Von dieser Summe soll jedoch der Betrag der Kriegskosten, welche Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, laut Artikel XII. des gedachten Wiener Friedens vom 30. Oktober 1864, noch an die Herzogthümer Schleswig und Holstein zu fordern hat, mit Fünfzehn Millionen Preussischer Thaler und als Aequivalent der freien Verpflegung, welche die Preussische Armee bis zum Friedensschlusse in den von ihr occupirten Oesterreichischen Landestheilen haben wird, mit Fünf Millionen Preussischer Thaler in Abzug gebracht werden, so dass nur Zwanzig Millionen Preussischer Thaler baar zu zahlen bleiben.

Die Hälfte dieser Summe wird gleichzeitig mit dem Austausche der Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages, die zweite Hälfte drei Wochen später zu Oppeln baar berichtet werden.

Artikel XII. Die Räumung der von den Königlich Preussischen Truppen besetzten Oesterreichischen Territorien wird innerhalb drei Wochen nach dem Austausch der Ratifikationen des Friedensvertrages vollzogen sein.

Von dem Tage des Ratifikations-Tausches an werden die Preussischen General-Gouvernements ihre Funktionen auf den rein militairischen Wirkungskreis beschränken.

Die besonderen Bestimmungen, nach welchen diese Räumung stattzufinden hat, sind in einem abgesonderten Protokolle festgestellt, welches eine Beilage des gegenwärtigen Vertrages bildet.

Artikel XIII. Alle zwischen den hohen vertragschliessenden Theilen vor dem Kriege abgeschlossenen Verträge und Uebereinkünfte werden, insofern dieselben nicht ihrer Natur nach durch die Auflösung des Deutschen Bundesverhältnisses ihre Wirkung verlieren müssen, hiermit neuerdings in Kraft

gesetzt. Insbesondere wird die allgemeine Kartell-Konvention zwischen den Deutschen Bundesstaaten vom 10. Februar 1831, sammt den dazu gehörigen Nachtragsbestimmungen ihre Gültigkeit zwischen Preussen und Oesterreich behalten.

Jedoch erklärt die Kaiserlich Oesterreichische Regierung, dass der am 24. Januar 1857 abgeschlossene Münzvertrag durch die Auflösung des Deutschen Bundes-Verhältnisses seinen wesentlichsten Werth für Oesterreich verliere und die Königlich Preussische Regierung erklärt sich bereit, in Verhandlungen wegen Aufhebung dieses Vertrages mit Oesterreich und den übrigen Theilnehmern an demselben einzutreten. Dergleichen behalten die hohen Kontrahenten Sich vor, über eine Revision des Handels- und Zoll-Vertrages vom 11. April 1865, im Sinne einer grösseren Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs, sobald als möglich in Verhandlung zu treten. Einstweilen soll der gedachte Vertrag mit der Maassgabe wieder in Kraft treten, dass jedem der hohen Kontrahenten vorbehalten bleibt, denselben nach einer Ankündigung von sechs Monaten ausser Wirksamkeit treten zu lassen.

Artikel XIV. Die Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages sollen zu Prag binnen einer Frist von acht Tagen, oder, wenn möglich, früher ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit dem Insiegel ihrer Wappen versehen.

So geschehen in Prag, am 23. Tage des Monats August im Jahre des Heils Achtzehn Hundert sechzig und sechs.

(L. S.) Werther.

(L. S.) Brenner.

